



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

9 MARS 1965 — N° 32

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

FRAPPEZ FORT

Une récente manifestation des étudiants asiatiques devant l'ambassade des Etats-Unis, à Moscou, a parfaitement mis en lumière l'attitude réelle de l'URSS devant le conflit vietnamien.

On ne saurait trop dire dans quelle mesure les brutalités de la police étaient consécutives aux ordres reçus, et dans quelle mesure elles étaient dues au racisme des policiers soviétiques, mais ni l'une ni l'autre de ces explications n'est à l'honneur des dirigeants russes.

Les excuses présentées par Gromyko à l'ambassadeur américain, la reconnaissance par celui-ci des « mérites » du service d'ordre qui avait fait de son mieux, la promesse du gouvernement soviétique d'assurer mieux encore, la prochaine fois, la protection de l'ambassade des U.S.A., tout cela éclaire crûment ce qui implique la « coexistence pacifique ».

La presse a prétendu que contrairement à ce qu'on aurait pu croire, le conflit vietnamien, n'a pas rapproché les deux grands du « camp socialiste », mais qu'il a au contraire creusé le fossé qui les séparait.

Il est vrai que les Chinois se montrent en parole plus radicaux que les Soviétiques.

Mais la seule différence réelle qu'il y ait entre Moscou et Pékin, c'est qu'il n'y a pas, dans cette dernière ville, d'ambassade américaine. Et ce n'est pas là une simple clause de style.

On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement entre la manifestation des étudiants de Moscou et celle des étudiants espagnols. C'est à Madrid que les flics assommèrent les manifestants en hurlant « frappez fort » c'est à Moscou que furent chargés des jeunes qui chantaient « l'Internationale », mais ce pourrait être le contraire.

Pourtant, tout sépare, socialement, l'Espagne de l'URSS, le pays européen qui est le plus encombré encore par les structures féodales, du premier pays qui a vu triompher une révolution ouvrière.

Mais cette ressemblance, ce visage commun des flics, c'est aussi l'un des aspects de la coexistence pacifique, c'est-à-dire du maintien de l'« ordre » dans le monde, que ce soit de l'« ordre » bourgeois ou de l'« ordre » bureaucratique.

Le retard de la révolution mondiale permet à des régimes sociaux monstrueux de vivre, et ces régimes, quelle que soit leur nature sociale, présentent des ressemblances qui, pour extérieures qu'elle soient, n'en sont pas moins frappantes.

A la CIT: la répression patronale et

la hargne des bureaucrates syndicaux choisissent la même cible

LIRE L'ARTICLE EN PAGE 2

LES RELATIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES

“Étalon-or” gaulliste et talon de fer américain

Dans sa dernière conférence de presse, de Gaulle a vigoureusement attaqué le système monétaire actuellement en vigueur dans les relations commerciales internationales, basé sur la suprématie du dollar, et a proposé le retour à l'étalon-or.

Depuis longtemps déjà, le stock mondial d'or est insuffisant pour servir de base au financement des transactions internationales. De 1944 à 1959, le volume des liquidités internationales, c'est-à-dire la masse monétaire servant à régler les transactions, a augmenté de 17 milliards de dollars. Pendant cette même période, et malgré un effort de production, le stock d'or correspondant ne s'est accru que d'une valeur de 5 milliards. Le reste, c'est-à-dire 70 %, est représenté par des devises fortes et en particulier par des dollars.

Par ailleurs, la vieille Europe sort de la guerre à bout de souffle, complètement épuisée. A coup d'injections répétées de milliards de dollars « donnés » dans le cadre du plan Marshall, l'Amérique va remettre sur pied ses collègues européens. Les sommes considérables qui sont distribuées vont servir, selon les directives strictes du plan Marshall, à un programme de reconstruction militaire, à lutter contre l'engorgement communiste et aussi à régler les transactions commerciales. Car la plupart des économies européennes ruinées en proie à l'inflation et leurs monnaies n'ont pratiquement de valeur qu'à l'intérieur de leurs provinces.

Le dollar, garanti par l'énorme stock d'or des Etats-Unis, par la stabilité relative et l'immense puissance économique de ce pays, va devenir le moyen de paiement numéro un des transactions internationales. Bien plus, les Etats-Unis n'hésitant pas à accorder d'appréciables ristournes aux Etats lui payant en dollars, il va devenir plus avantageux de payer en dollars qu'en or, il va être plus intéressant de posséder des dollars que du métal jaune. Le dollar est maître et le Fonds monétaire international, créé après la deuxième guerre mondiale pour faciliter les échanges internationaux, va consacrer, par ses règles de fonctionnement, cette suprématie.

La suprématie du dollar apparaît clairement comme la conséquence de la supériorité économique américaine et la réforme de de Gaulle qui veut s'attaquer à la conséquence sans pouvoir toucher à la cause semble pur don-quistottisme.

Les propositions de de Gaulle sont très simples :

— Retour au système de l'étalon-or. Puisque l'or existe en quan-

tité suffisante, il convient de revaloriser ce métal. L'augmentation pourrait atteindre 100 %.

— Etablissement à l'échelle internationale d'un plafond d'émission monétaire dont le montant soit proportionnel au stock d'or.

Ainsi, puisque les monnaies émises seraient convertibles en or, la confiance exclusive dans le dollar devrait disparaître. En particulier, la France qui a réussi à se constituer des réserves d'or pourrait jouer un rôle sur la scène monétaire internationale.

Ce langage est loin de rester sans échos. En U.R.S.S. d'abord où la « Pravda » estime que « la conférence de presse du général de Gaulle a ouvert des perspectives intéressantes. Il serait grand temps de mettre fin à l'arbitraire des U.S.A. dans tous les domaines, y compris dans le domaine des règlements financiers. La Russie trouve son compte dans les prétentions gaullistes : politiquement d'abord, les divergences et les querelles d'alliés du « monde libre » ne peut que la satisfaire et ce n'est pas la première fois que la politique du général est taxée de « réaliste et intelligente » par Moscou. Economiquement ensuite, car une revalorisation de l'or ne peut que faciliter les transactions internationales de l'U.R.S.S., un des premiers producteurs du monde. C'est ce qui fait écrire à la presse d'extrême-droite qu'une fois de plus, la collision des gaullistes avec le Kremlin éclate en plein jour !

Dans les pays capitalistes d'Occident aussi existe la volonté de battre en brèche la toute-puissance des Etats-Unis. L'Europe s'est transformée depuis 1945. Au sortir de la guerre, le vieux monde n'était qu'un champ de ruines et les capitalistes nationaux, désarmés, souvent face à face avec les masses, ont dû accepter leur sauvetage par le génie d'outre-Atlantique. Celui-ci, naturellement, ne s'est pas gêné pour imposer les conditions qui l'arrangeaient. Mais depuis quelques années, la prospérité relative des bourgeoisies occidentales lui a permis non seulement d'équilibrer leur balance des paiements, de constituer des réserves d'or dont certaines, comme celle de l'Allemagne fédérale, sont importantes, mais encore de tenter de concurrencer l'Amérique sur son propre territoire et sur sa chasse gardée d'Amérique latine. De plus, depuis 1961, le dollar a perdu sa légendaire stabilité. En 1964, le déficit de la balance des paiements américaine était évalué à 3 milliards de dollars. Des mesures ont été prises pour « sauver le dollar ». Taxation des prêts à l'étranger, réduction de l'aide extérieure, incitations aux exportations.

Et pour les économies européennes qui réussissent à se garantir contre l'inflation, la dépréciation du dollar réalise par l'intermédiaire du commerce international une « véritable importation » d'inflation, dont bénéficient bien entendu les U.S.A. Ces derniers peuvent faire marcher la planche à billets tant qu'ils veulent, le supplément de papier-monnaie qui en résulte étant « pognée » à part leur propre économie, par toutes les économies occidentales qui participent au Fonds monétaire international.

Mais si l'emprise des U.S.A. n'est pas toujours acceptée de bon cœur, nous voyons une fois de plus de Gaulle faire cavalier seul, sur son étalon-or et, une fois de plus, les bourgeoisies européennes préfèrent maintenir un contact amical avec les Etats-Unis, dont elles ont trop besoin, économiquement, ou politiquement.

Le champion de l'indépendance vis-à-vis des U.S.A. semble encore partir en guerre contre les moulins à vent. Car, plus qu'à toutes les difficultés techniques qui peuvent s'opposer à un retour au système de l'étalon-or, de Gaulle se heurte à la formidable puissance des Etats-Unis.

Mais les problèmes techniques, quoique secondaires, ne sont pas négligeables. En particulier, les te-

nants du système or semblent bien embarrassés pour résoudre la contradiction entre l'énorme besoin de papier-monnaie qui, de plus, peut être variable selon les circonstances, et l'insuffisance de la production mondiale d'or.

C'est surtout l'énorme supériorité économique des U.S.A. qui dresse une barrière insurmontable devant les prétentions gaullistes. Après la conférence de presse de de Gaulle, Dillon, secrétaire d'Etat au Trésor américain, a déclaré : « Il serait juste et honorable pour la France de rembourser ses dettes aux U.S.A. ». Or, cette dette de 600 millions de dollars, la bourgeoisie française est absolument incapable de s'en acquitter ! La marge de manœuvre de de Gaulle apparaît donc comme singulièrement étroite.

Et, pas plus qu'il n'a réussi à réorganiser l'O.T.A.N. sur d'autres bases, qu'il n'a réussi à gracier l'Europe économique, grâce à un axe Paris-Bonn, à l'influence des U.S.A., qu'il n'a pu, malgré son spectaculaire voyage en Amérique latine, changer quoi que ce soit à la pénétration yankee dans ce continent, de Gaulle, représentant d'une bourgeoisie faible, ne pourra pas briser la dictature du dollar.

François DELAIN

A NOS LECTEURS

Les étudiants et intellectuels communistes qui avaient cru pouvoir, depuis la fin officielle du « culte de Staline », redonner un fonctionnement démocratique au Parti Communiste et renouer avec le marxisme révolutionnaire, viennent d'échouer : l'appareil du Parti vient de reprendre définitivement et complètement la seule organisation qui lui avait un peu échappé, l'Union des Etudiants Communistes.

Désormais, les étudiants communistes n'ont plus qu'à se soumettre ou à cesser toute activité. Ils sont d'autant plus désarmés que le P.C.F. a toujours organisé séparément les travailleurs et les étudiants afin d'éviter que les uns et les autres se rendent compte que les errements « théoriques » vont de pair avec la trahison quotidienne des intérêts de la classe ouvrière.

C'est pourquoi

VOIX OUVRIÈRE organise le vendredi 12 mars à 20 h. 30 à la Mutualité rue St-Victor - métro Maubert-Mutualité

une réunion publique sur le thème des rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière, entre les intellectuels et le Parti révolutionnaire.

VENEZ NOMBREUX.

(Voir informations en page .)

LIBERMANN et la décentralisation de la planification

Au mois de septembre 1962, la Pravda publiait un long article signé de l'économiste soviétique Libermann. Depuis cette date, ce nom, ainsi que celui de Nemtchinov et Trapeznikov, sert de porte-drapeau à ce qu'on a pris l'habitude d'appeler le « révisionisme économique ».

Si, vu leur qualité de professeurs d'universités soviétiques et vu le journal qui leur a servi de tribune, ils paraissent pour les patrons de tout une série de propositions dont le but est de changer les méthodes de planification, ils ne sont cependant pas les premiers à avoir défendu des idées semblables. Dès 1956, les journaux officiels du Parti Communiste polonais ont publié, avec l'approbation de Gomulka, une série de textes dont les auteurs dénonçaient l'excessive centralisation de l'économie polonaise, et proposaient des solutions pour y remédier.

Cependant, c'est surtout depuis l'article de la Pravda que ces idées se sont propagées en Union Soviétique et dans les Démocraties Populaires et ont même connu un début d'application en U.R.S.S. et surtout en Tchécoslovaquie.

Jusqu'ici — tout au moins officiellement — l'entreprise était une cellule sans autonomie aucune de l'économie nationale. La nature de la marchandise fabriquée, sa qualité, son prix au détail ainsi que les investissements pratiqués et les salaires étaient déterminés centralement par les organismes du plan, en fonction des « intérêts » de l'économie nationale (vus, bien entendu, à travers le prisme des bureaucraties).

Le rôle du directeur d'usine se limitait à exécuter les prescriptions officielles. Que la marchandise ait été effectivement commercialisée ou pourrisse dans les magasins, s'il s'agissait de l'industrie des moyens de consommation,

qu'elle ait été acceptée et utilisée ou se rouille sur les terrains de stockage s'il s'agissait de machines, tout cela ne concernait pas le directeur d'usine... Seule comptait la réalisation quantitative du plan.

La centralisation bureaucratique

Dans la mesure où les résultats de la production de l'entreprise étaient appréciés exclusivement en fonction de l'accomplissement du plan, s'occuper de la rentabilité propre de l'entreprise n'était pas du ressort du directeur, qui n'avait d'ailleurs aucun critère pour déterminer cette rentabilité, puisque les investissements à long terme étaient financés directement par l'Etat.

Le moindre magasin d'alimentation était incapable de faire face à la moindre fluctuation des préférences de ses clients, car

pour changer la qualité ou la quantité des marchandises en dépôt il fallait l'autorisation des instances les plus hautes, il fallait mettre en branle tout l'appareil bureaucratique. L'économiste Granick dans son livre « Le chef d'entreprise soviétique », cite le cas d'une boulangerie qui, ayant demandé une quantité de farine supplémentaire à son allocation normale, a fini par recevoir l'accord qui portait la signature du président du Conseil en personne de l'époque, Molotov!... La rigidité du système a entraîné un gaspillage énorme. L'« Humanité » elle-même (20 janvier 1965) mentionne que quantité de marchandises ont été laissées pour compte et s'accumulaient dans les magasins et entreprises de stockage, pendant que les usines continuaient à les produire en obéissant à des directives données en haut lieu, des mois, sinon des années, auparavant. La centralisa-

tion par la bureaucratie faisait de la planification une caricature outrancière, un non-sens économique.

Et la centralisation démocratique

Mais en réalité ce n'est pas la centralisation elle-même qui est en cause, sans elle il n'y a pas de planification possible. Mais comment la bureaucratie pourrait-elle rendre le plan plus souple, moins rigide, constamment adapté aux conditions réelles? Une telle capacité d'adaptation qui devrait constituer une des caractéristiques de la planification, suppose la possibilité d'intervention de chaque intéressé, la possibilité de discuter toute décision, de critiquer la moindre erreur.

L'essence de la planification socialiste est certes la centralisation, mais aussi tout autant la participation de chaque travailleur à la gestion économique à la fois au niveau de l'élaboration du plan et au niveau du moindre aspect de son application. Mais c'est justement là que réside l'incapacité congénitale de la bureaucratie à éliminer de quelle façon que ce soit les tares de sa planification.

Car cette planification sans démocratie ouvrière, par delà les défauts que les bureaucrates eux-mêmes ressentent, est la forme économique qui permet le détournement d'une fraction importante du surproduit social au profit d'une couche privilégiée. Le contrôle ouvrier saurait certes corriger les tares, mais le prolétariat, si la possibilité lui était donnée demanderait rapidement des comptes aux bureaucrates quant aux détournements faits sur son dos.

Accorder aux ouvriers un véritable droit de contrôle sur la marche d'une usine par exemple, ce serait accepter, qu'ils manifestent très rapidement leur mécontentement en constatant l'écart entre leurs misérables salaires et les avantages multiples dont jouissent les directeurs, les cadres, les membres de l'appareil du parti ou du syndicat (hauts salaires, primes, frais de représentation, utilisation des fonds de l'usine à des fins personnelles, attribution de logements, etc.).

Une base fragile

La fin de la planification bureaucratique serait la fin de la bureaucratie couche privilégiée. Car la base économique de ses privilèges matériels est précisément cette planification sans contrôle ouvrier.

Là est la faiblesse de la bureaucratie en comparaison d'autres classes privilégiées, la bourgeoisie par exemple. Alors que cette dernière domine grâce à une forme de propriété qui lui est propre, la bureaucratie vit en sangsue sur l'économie planifiée qu'elle dénature en écartant le prolétariat. Or, elle ne peut vivre en parasite sur une forme économique créée historiquement par une classe qu'elle opprime et qu'elle « polie », qu'en maintenant une dictature féroce. Et la bureaucratie ne peut se permettre aucune espèce de démocratie dans l'élaboration et l'application de son plan, pas même pour ses propres membres, car toute dilapidation dans ce domaine poserait tôt ou tard le problème de la démocratie ouvrière, autrement dit mettrait en danger le pouvoir de la bureaucratie.

La nouvelle orientation de la planification se place dans ce contexte, marquée à la fois par le désir des bureaucrates d'améliorer le système économique et par leur incapacité à le faire.

Les propositions de Libermann

L'essentiel des propositions de Libermann et Cie, en discussion en ce moment en U.R.S.S., consiste à accorder une plus grande autonomie aux entreprises. Cette plus grande autonomie implique à la fois plus de droits et plus de responsabilités pour le directeur.

En principe, les entreprises touchées par ces mesures devront devenir « rentables ». Autrement dit la différence entre le prix de revient des marchandises fabriquées et leur prix de vente doit être positive. Les bénéfices ainsi réalisés, déduction faite des impôts, seraient en partie accumulés pour les investissements, en partie distribués sous forme de primes pour les membres de l'entreprise.

Cette notion de rentabilité implique, entre autres, deux choses importantes. Il faut d'abord que l'entreprise soit en mesure d'intervenir sur le prix de revient. Autrement dit, il faut qu'elle puisse avoir son mot à dire sur tous les éléments qui interviennent dans la détermination de ces prix de revient, y compris les investissements à long terme. Ce qui

A LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELECOMMUNICATIONS : la répression patronale et la hargne des bureaucrates syndicaux choisissent la même cible

Les révolutionnaires, si l'on en croit certains « sociologues socialistes » n'ont jamais été vraiment attachés aux vieux mythes, la classe ouvrière de papa n'existerait plus, et ce qui serait déterminant aujourd'hui, c'est la « nouvelle classe ouvrière » qui se trouverait dans les secteurs modernes de l'industrie.

Les faits que nous rapportons ci-dessous se sont déroulés dans un de ces secteurs modernes, très exactement à la C.I.T. (Compagnie Industrielle de Télécommunications). Ils sont significatifs de la manière dont les centrales syndicales prétendent organiser les luttes ouvrières, de leur attitude devant les travailleurs qui ont d'autres idées qu'elles sur ces luttes. Ils témoignent du fait que l'exploitation capitaliste de grand-père, même si elle est plus que centenaire, est encore bien vivante et que si quelque chose distingue la « nouvelle » classe ouvrière de celle d'hier, c'est le divorce croissant qui existe entre elle et les organisations qui prétendent la représenter.

La C.I.T. est l'une des filiales de la C.G.E. Elle s'occupe avant tout du matériel téléphonique, tout au moins dans l'usine située rue de l'Ingénieur-Robert-Keller (Paris-15^e), au département communication. L'autre importante usine de Paris se trouve dans une section de celle-ci, c'est le département des transmissions. Chacune de ces deux entreprises occupe environ 1.500 travailleurs. Dans celle de la rue Keller, 300 ouvriers font partie des transmissions. Ils ont un statut différent, une section syndicale à part et des payes moins mauvaises qu'à la communication. Les faits que nous relatons se sont déroulés à l'usine de la rue Keller.

Il n'existe dans cette usine qu'un seul syndicat : la C.G.T.

En conclusion, nous acceptons la réduction d'horaire et ferons en sorte qu'elle soit plus importante, allant progressivement vers les quarante heures.

Nous réclamons une augmentation générale des salaires de 4% qui compense la perte de salaire.

Et si la direction veut quand même instaurer une prime d'assiduité, celle-ci doit être en plus du salaire actuel.

C'est ainsi que nous entendons poursuivre la lutte,

ET POUR MANIFESTER NOTRE MECONTENTEMENT, NOUS VOUS APPELONS TOUS ET TOUTES

A CESSER LE TRAVAIL

cet après-midi, de 17 heures à 17 h 30.

Il était clair que la C.G.T. s'orientait encore vers les grèges d'une demi-heure. En effet, le 19 février, elle appela le secteur communication (lui seul cette fois-ci) à un second débrayage d'une

La C.F.D.T. n'est représentée qu'aux transmissions.

Depuis 1947, la C.G.T. n'a organisé aucune grève importante. Depuis longtemps, elle a mis en avant le mot d'ordre des quarante-cinq heures payées quarante-huit, mais pour les obtenir, elle s'est bornée à organiser des débrayages de trente ou quarante-cinq minutes, chacun sans lendemain. De plus, la C.G.T. a utilisé la tactique qui consiste à diviser la force des travailleurs : chacun à son tour de se battre! Un jour, les horaires, l'autre les mensuels. Un jour, la commutation, un autre les transmissions. Pour ces derniers, la C.G.T. distribue des tracts qu'elle refuse à ceux de la communication.

Le 11 décembre, jour de grève de la fonction publique, il n'y eut aucun tract syndical dans l'usine. Le patron fit récupérer le samedi : rien non plus contre la récupération. Même attitude du syndicat les 27 et 28 janvier.

Mais, brusquement, le 9 février, la direction de la C.I.T. publiait deux notes de service : la première annonçait une diminution de l'horaire hebdomadaire de travail qui passait de quarante-huit heures à quarante-six heures, trente avec perte de salaire correspondante, la seconde prévoyait l'institution d'une prime d'assiduité (assortie, bien sûr, de toutes sortes de clauses qui restreignaient son application), prime qui correspondait à 2% du salaire. Cette prime en plus de tous les inconvénients liés à ce mode de rémunération, était donc loin de compenser la perte de salaire qu'entraînait la réduction d'horaire.

Le 11 février, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. publiaient à ce sujet un tract qui se terminait ainsi :

Le seul résultat notable de cette géniale tactique fut le licenciement d'un travailleur qui recevait en effet le 23 février la lettre suivante :

Camarades,

Vendredi 19 février, un débrayage a été organisé pour protester contre les nouvelles mesures de la direction qui, en ramenant l'horaire à quarante-six heures trente, risque de nous faire subir des pertes de salaire et exige en contrepartie certaines compensations, des conditions, dont le but est de remplacer ce que la direction appelle la discipline et qui consistent en fait à restreindre un peu plus notre liberté et à aggraver nos conditions de travail.

Lors de ce débrayage qui devait précéder une délégation à la direction, j'ai demandé pourquoi une délégation ne se rendrait pas tout de suite à la direction du personnel puisque nous étions rassemblés. Ma proposition fut adoptée et tout le monde se retrouva dans la cour, un grand nombre d'entre nous criant : Une audience! Une audience!

A ce moment, le chef du personnel sortit dans la cour et précisa qu'il ne recevrait personne. A la question que je posai : « Et les 4%? », il me répondit : « Il n'en est pas question ».

Après la fin du débrayage, une délégation fut reçue à laquelle je fus proposé. A cette délégation, nous avons exposé nos revendications. Le chef du personnel nous a répondu qu'il en prenait note. Il nous a signifié qu'il était conciliant puisqu'après avoir annoncé ne recevoir que quatre personnes, il avait fini par en accepter cinq. Ce à quoi le délégué du personnel participant à la délégation répondit que lui aussi était conciliant, la preuve c'est le mal qu'ils (les responsables du syndicat) avaient eu à faire rentrer les travailleurs au boulot.

En somme, entrevue très cordiale, mais sans résultat. Lundi soir, à 17 h 30, le chef du personnel nous a demandé. Je me suis rendu à la convocation en compagnie d'un délégué de l'appareil n'eut pas l'air de plaire à M. Frappier. La raison de cette convocation était de me signifier mon licenciement SUR-LE-CHAMP. Il me reprocha d'avoir pris la parole dans la cour de l'usine, ce à quoi je lui fis observer que lorsque j'ai pris la parole, nous étions dans la rue. Il me rétorqua avec le sourire que, de toutes façons, il avait des témoins.

Le mardi 23 février, il me fut interdit de travailler et effectivement, le soir à 7 heures, je recevais ma lettre recommandée signifiant la rupture du contrat de travail.

Ce matin-là, à 11 heures, un débrayage fut organisé à nouveau pour les revendications et les délégués protestèrent contre mon licenciement. J'intervins pour préciser les revendications et indiquer que la direction tentait de nous déstabiliser en commençant par me licencier et que la seule façon de s'opposer à ce licenciement, c'était d'engager la lutte sérieuse pour nos revendications.

Ma proposition fut votée à main levée mais sur contre-proposition du délégué, il fut décidé, dans le but d'organiser « sérieusement » cette action et de pouvoir « alerter » tout le monde, de reprendre le mouvement à 17 heures.

Après le débrayage de 11 heures, comme je me trouvais dans l'usine pour aller chercher mes affaires, je fus mandé au chef du personnel qui voulut me faire préciser que je refusais mon préavis, mes indemnités de licenciement, et de rendre ma carte de service. Etonné de voir un monsieur prendre des notes lors de cette conversation, je lui demandai à quel titre il était présent et il m'a répondu qu'il était huissier. En fait, tout était prêt pour faire intervenir la police au cas où j'aurais continué de refuser mon licenciement.

Le soir à 17 heures, j'ai constaté avec plaisir que nombreux étaient les travailleurs qui avaient débrayé pour s'opposer à mon licenciement. Par contre, je fus surpris d'apprendre que les camarades des transmissions — dont personne n'était présent — avaient été informés que mon licenciement avait été transformé en 15 jours de mise à pied, certains avaient compris « qu'un » jour de mise à pied.

Je fus également surpris d'entendre le délégué s'étendre sur des généralités qui n'avaient rien à voir avec mon licenciement pour lequel ce débrayage était prévu, ce que voyant je demandai la parole.

Je me suis adressé à vous pour vous demander de vous opposer à cette brimade, y compris par la grève.

Malheureusement, l'affaire est enterrée. Je perds ma place, et tout ce que l'on me propose c'est d'attaquer aux Prud'hommes, mais de toute façon, ce n'est pas lui qui me donnera un emploi. Mais ce qui est encore plus grave, c'est que nous avons laissé bafouer notre dignité.

Mais si nous n'avons pas su cette fois nous opposer avec succès à un acte arbitraire de la direction, j'espère que mon licenciement ne se traduira pas par de la lassitude et du découragement mais qu'au contraire il permettra à tous de comprendre ce que certains ont déjà compris.

Ce qu'il faut, pour vaincre le patron, c'est s'y mettre tous et tous ensemble.

Et que la direction ne chante pas trop victorieuse, de telles provocations se retourneront tôt ou tard contre elle.

XXX,
chômeur par décision
de la direction de la C.I.T.

Non seulement aucune lutte réelle ne fut engagée, ni pour les revendications qui avaient été mises en avant, ni contre ce licen-

ciement, mais trois jours plus tard, le 26 février, la C.G.T. diffusait le texte ci-dessous :

Vous n'avez pas été sans remarquer que dès que l'union des travailleurs s'est faite sur des revendications déterminées apparaissent les protagonistes de la surenchère et de la démagogie, les épîtres de la révolution mondiale, autrement dit les tribulations de la IV^e Internationale.

Plusieurs questions viennent à l'esprit. D'où vient l'argent?

(Lire la suite en page 8)

C'est au tract que ce travailleur diffusait le surlendemain à ses camarades de travail, et que nous citons in extenso, que nous em-

pruntions maintenant le récit de ce deuxième débrayage et des événements qui suivirent.

G. FRAPPIER, Chef du Personnel.

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégoberescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils avides se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, une accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où les prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL

DES BULLETINS D'ENTREPRISE « VOIX OUVRIÈRE »

Puisqu'on nous demande notre avis

Dimanche prochain, et peut-être le suivant, nous devons en principe user du « droit de vote » pour élire, aussi démocratiquement que le permet la loi électorale, les conseillers municipaux de nos communes respectives.

Les candidats se présentent à nos suffrages en vantant leurs mérites respectifs, passés ou à venir selon les cas, et leur aptitude à gérer les affaires locales.

Mais on nous affirme aussi que ces élections sont « politiques », qu'il s'agit de « battre la réaction » ou d'évincer l'U.N.R. des municipalités.

Et, pour battre soi-disant la réaction, les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le parti communiste et le parti socialiste, nous présentent des listes tantôt alliées, tantôt adversaires et dans ce dernier cas on trouve, bien souvent, sur les listes socialistes, tout un assortiment de radicaux, indépendants, M.R.P. ou autres cléricaux. La réaction qu'il faut battre ressemble alors fort étrangement à celle qu'il faut soutenir. Le P.C.F. lui, ne se trouve pas associé à de telles formations mais, comme il l'est dans certains endroits au Parti socialiste qui, lui, l'est dans beaucoup d'autres à ce type de gens, lorsqu'on examine ces élections municipales sur le plan national, il faut vraiment être très fort pour reconnaître sa gauche de sa droite.

En fait, pour l'ensemble du pays, il n'y aura pas d'épreuve de force entre la « gauche » et la « droite », car s'il existe bien une droite véritable on ne voit guère se manifester une gauche qui mérite ce nom.

Quant à la gestion des affaires municipales, si certaines municipalités « ouvrières » — en ce sens qu'élues par les travailleurs — ont à leur actif plus de réalisations en faveur des travailleurs (crèches, maison des syndicats, foyers) que la plupart des municipalités « réactionnaires » ce n'est, malheureusement, pas toujours vrai, et ce n'est pas, de toute façon, déterminant pour la classe ouvrière. Il n'y aura jamais assez de crèches, jamais assez de piscines, jamais assez de foyers pour les vieux ou pour les jeunes tant que les travailleurs n'auront pas obtenu des salaires qui permettent de vivre dignement, des horaires de travail qui permettent de profiter de la vie, des retraites décentes à un âge qui ne soit pas celui de l'agonie, etc. Et tout cela dépend de la lutte revendicative des travailleurs, de leur lutte à l'atelier, au bureau ou même dans la rue. Lutte que les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et les centrales syndicales qui en dépendent, se refusent obstinément à engager de façon efficace alors qu'ils savent bien se battre pour les sièges municipaux.

Non, les travailleurs ne sont vraiment pas fondamentalement concernés par ces élections municipales. Ou alors, peut-être, auraient-ils à un moyen de faire pression sur les partis dits ouvriers à un endroit qu'ils ont sensible : le nerf électoral. Voter pour eux dans ces municipales cela peut être considéré comme une approbation de la façon dont ils ont conduit et dirigé nos luttes revendicatives ces derniers temps. Boycotter les municipales pourrait leur signifier ce que nous pensons de leurs recules successives dans la direction des mouvements de grève de ces derniers mois (boycotter ces élections ou exprimer notre avis, sous enveloppe, de façon sentie).

Gageons que si quelques centaines de milliers d'électeurs ouvriers s'exprimaient de cette façon-là, ce serait péniblement ressenti par les directions des partis, des Waldeck-Rochet et des Guy Mollet, qui se réclament des travailleurs pour mieux nous duper.

A part certaines localités, où les hommes et les militants qui se présentent méritent à titre personnel les suffrages des travailleurs, parce qu'ils ont fait la preuve par leur comportement qu'ils étaient fidèles à leur classe, les positions de la « gauche » dans le pays n'auraient rigoureusement rien à perdre dans un tel « vote de défiance », bien au contraire !

Pour notre défense... Ne compter que sur nous mêmes

A LA SNCF

QUE FAIRE ?

Bien qu'hostiles aux procédures insituées par le gouvernement d'après le rapport Toutée, et bien qu'affirmant encore en paroles, leur opposition à ces procédures, les syndicats semblent vouloir se cantonner dans la simple opposition verbale aux décisions gouvernementales concernant nos salaires.

La proximité des élections professionnelles d'abord, des municipales immédiatement après, et à plus lointain terme, celles de la présidence de la République, mobilisent les militants sur d'autres tâches et pour d'autres objectifs que les revendications ouvrières immédiates.

Si bien que, quelle que soit notre insatisfaction, il est vraisemblable qu'aucune nouvelle manifestation, même purement formelle, ne sera envisagée pour les semaines, voire les mois à venir.

Tout au plus risquons-nous de revoir quelques « journées d'action » stériles, assorties de pétitions ou autres « délégations unitaires » auprès des diverses directions.

Après les grèves de décembre et de janvier le « développement » annoncé marquera donc le pas. On ne pouvait d'ailleurs que s'y attendre. Les syndicats à l'heure actuelle, y compris la C.F.D.T. avec son verbiage « gauchiste », ne désirent aucunement tenter l'épreuve de force, du moins de leur propre initiative.

Ils n'envisageront de nouvelles actions directes que contraints et forcés si la base engage, contre leur avis, une nouvelle phase de la lutte.

Les syndicats essaieront alors, en reprenant en main, pour leur compte, un mouvement qu'ils n'auront pas voulu, de le freiner et de l'émettre suivant leur tactique habituelle. A moins que flairant le danger, ils n'y parent avant l'heure en remettant en selle les revendications catégorielles, et les mouvements tournants ou fractionnels.

Nous ne pourrions éviter les escarmouches locales qu'en réalisant l'unité, non pas des centrales syndicales par le haut, mais celle de tous les travailleurs sans distinction de chapelle par le bas, en reprenant nous-mêmes la défense de nos propres affaires que nous n'aurions jamais dû abandonner à d'autres.

(Extrait du n° 127 de la V.O. Cheminot.)

CHEZ BERLIET

UN OBJECTIF QUI EN VAILLE LA PEINE

Retour aux quarante heures ! Gros titre séduisant pour ceux qui en font plus. Mais nous, le chemin, c'est en sens inverse que nous le faisons, car pour la plupart, c'est de trente-six heures que nous revenons. Bien sûr, beaucoup sont un peu soulagés : la peur du chômage, la perspec-

tive de payes de misère, ce n'est pas gai. Et maintenant, on nous dit que le carnet de commandes va mieux et la conjoncture aussi. Pour les travailleurs, cela signifie travailler beaucoup plus, sacrifier une journée par semaine en moyenne pour gagner un peu moins mal.

Voilà à quoi nous réduit l'exploitation capitaliste : presque à nous réjouir de venir travailler des heures en plus. Et nos syndicats, de se féliciter : la C.G.T. appelle même cela une victoire, un recul de la direction.

Pour nous, ce qui aurait été une victoire, ça aurait été de travailler trente-six heures puisque l'horaire était tel, avec une paye suffisante. Revendiquer de faire de nouveau quarante heures pour que cette paye soit moins mauvaise, c'est revendiquer une sauce pour y être mangé, c'est faire ce que veulent les patrons.

Nous étions à trente-six heures. Et ce que nous voulons, c'est la diminution de la semaine de travail, non ? La lutte, à ce niveau, devrait porter sur le salaire, et c'est tout.

Mais, en fait, il n'y a pas eu de lutte et c'est pourquoi d'ailleurs la direction peut se permettre de nous manipuler comme des pions. Nous revenons travailler le vendredi, non parce que nous avons été battus, mais parce que nous ne nous sommes pas battus. Aussi, rien n'est-il perdu, et si nous avons pris goût pendant un mois à trois jours de liberté et de repos par semaine, nous savons ce qu'il nous reste à faire pour que cela devienne la règle, et que ces trois jours nous en profitons pleinement, sans le souci de la paye.

(Extrait du numéro 77 de la V.O. Berliet.)

CHEZ NEYRPEC

SA MAJESTE FINANCIERE

Il fallait s'y attendre. Glaser a refusé.

Comme la Chambre patronale de la Métallurgie de Grenoble, la direction de Neyrpec a refusé de répondre aux revendications présentées par nos syndicats.

Les syndicats réclamaient 8 % tout de suite.

Glaser a annoncé 1 % pour juillet.

Quant aux monteurs-ajusteurs qui se battent depuis des semaines, ils auront 850 anciens francs.

Que voulez-vous de plus ? On se fiche de nous. Depuis deux ans maintenant, nous entendons la même rengaine.

« La situation ne permet pas d'augmenter les salaires sans compromettre l'avenir de l'usine. »

Après avoir expliqué à la presse que Neyrpec devait réduire son personnel pour faire face préventivement à la concurrence. Puis après avoir déclaré cette année que la situation était bonne et que Neyrpec était une usine d'avenir, Glaser nous joue à nous la même musique.

L'amélioration de notre sort ne viendra pas d'une amélioration de la situation de l'usine. Si la direction n'y est pas contrainte et

forcée, elle ne se souciera pas de notre sort. Les discussions ne serviront à rien. Glaser se tient toujours en position de force.

Pour que le rapport des forces se modifie, il faut que nous entrons en jeu.

Mais quand nous entrerons en lutte, ce sera pour des objectifs valables et avec le concours des autres travailleurs pour le salaire mensuel garanti de quarante heures immédiates et une augmentation d'au moins 200 francs pour tous par mois.

(Extrait du numéro 41 de la V.O. Neyrpec.)

A LA RNUR

20 ANS... IL EST TEMPS DE NOUS RAJEUNIR

M. Dreyfus nous a rappelé dans Renault Magazine que la R.N.U.R. avait vingt ans. Il nous montre le chemin parcouru par la grande entreprise nationale.

Rappelons pour notre part les principales étapes de la lutte ouvrière :

1944 à 46. Produire d'abord, revendiquer ensuite Marcel Paul à la production industrielle, les délégués du syndicat unique, la C.G.T. font mettre à la porte les « hitléro-anarcho-trotskystes » partisans de l'échelle mobile des salaires (alors que les prix augmentent de jour en jour).

1947. Grève d'avril-mai. Les ouvriers brisent les entraves stalinienues et entrent en grève. La victoire est plus morale que matérielle. Les stalinienues sont contraints de sortir du gouvernement et rentrent dans l'opposition. Finit la collaboration ouverte avec le patronat et le gouvernement.

1948. Novembre-décembre. Le mouvement gréviste qui se développe dans le pays reprend chez Renault. Les stalinienues réussissent à imposer leur direction : échec total du mouvement.

1950. La grève, de nouveau, pour un mois. Le refus des syndicats de la généraliser la fait échouer.

1951-52. Bagarres sur le plan politique. Aventurisme stalinien : licenciement de plus de 200 cégétistes.

1953. Avril-mai. Après les baisses d'horaires de l'hiver 52, grève pour rattraper le niveau de vie.

Démagogie du nouveau syndicat : le S.I.R. ; sabotage voulu de la C.G.T. La grève aboutit au lock-out.

Et depuis chez Renault plus grand chose pour ne pas dire rien. Il est vrai qu'à première vue le bilan des années de lutte n'est guère encourageant. Mais à première vue seulement. Car si la direction n'a jamais été obligée de capituler à cause du louvoiement pour ne pas dire la trahison des organisations syndicales, elle était néanmoins obligée de tenir compte de notre capacité de lutte.

Nos salaires étaient parmi les plus élevés et dans l'usine les relations antiraciales avaient beaucoup moins d'autorité.

(Extrait du n° 43 de la V.O. R.N.U.R.)

Diminution du temps

AUX COMPTEURS
DE MONTRIGUE

LA LUTTE DES FEMMES

Comme partout ailleurs la femme est à l'honneur à la C.D.C. Nous avons eu pour le 27 janvier la journée des horaires à débayer seuls. Maintenant c'est à nous les femmes de passer à l'action. Nous apprenons dans le tract de la C.G.T. qui nous a été distribué la semaine dernière que « la compagnie avait tendance à laisser de côté les 1.770 travailleuses que nous sommes ». Et pour cela, que nous propose la C.G.T. ? Que nous essayions seuls à obtenir ce que la direction a refusé lorsque nous avions commencé la lutte tous ensemble, c'est-à-dire la suppression des clauses restrictives, la diminution de nos horaires de travail, l'avancement de l'âge de la retraite ? Vraiment, il faut être sérieux.

La C.G.T. nous dit que « La direction le peut à son niveau » c'est à nous de lui retourner cette question. La C.G.T. veut-elle vraiment ? C'est à elle de le dire. Pourquoi nous diviser ? Pourquoi les femmes seulement ? Nous savons que la direction ne lâchera pas davantage que lors des dernières luttes batailles qu'elle nous a fait faire. Si nous voulons obtenir quelque chose il faut lutter sérieusement. Nous sommes conscientes de notre force lorsqu'elle n'est pas divisée dans divers secteurs de l'usine. La C.G.T. nous dit encore « qu'il ne s'agit plus de muter chaque dans son coin ». Mais pourquoi alors laisser les hommes dans le leur ? Pourquoi, lorsqu'il y a des mouvements dans divers secteurs de l'usine ne pas en informer immédiatement les autres travailleurs ? Pourquoi, lorsqu'ils travaillent de Marquise voient leurs horaires tomber en dessous de 40 heures avec diminution de salaire, et que nous faisons sept heures supplémentaires par semaine, ne nous le fait-elle pas savoir immédiatement ?

Les patrons de Marquise et ceux de Montrigue ne doivent pas mettre si longtemps à s'informer de leurs problèmes d'exploiteurs.

Si nous voulons lutter ce n'est pas un jour les horaires, un jour les femmes, un jour les A.T., et pourquois pas un jour les grands frères, qu'il faut mobiliser. Il faut décider la lutte tous ensemble. Le problème des femmes à la C.D.C. est pour l'essentiel identique à celui de nos camarades hommes.

Nous ne pouvons obtenir seules les revendications qui intéressent tous les travailleurs. Quant aux revendications que pose la C.G.T. concernant les mères seulement ;

rétablissement des 2 jours de congé supplémentaire, les 16 semaines de congé-maternité avec plein salaire, elles ne doivent pas être pour conséquence, parce que nous sommes femmes, de subir une autre exploitation à la maison. Nous nous faisons une autre conception de l'émancipation de la femme. Comme tous les travailleurs, nous aspirons à nous libérer de l'exploitation capitaliste de tous les jours. Ce ne sont pas des luttes séparées qui le permettront. L'émancipation de la femme est étroitement liée à l'émancipation de tous les travailleurs.

Extrait du numéro 16 de la V.O. Cie des Compteurs).

...de travail

A LA CAF

LE TEMPS DE VIVRE

C'est le slogan qu'a choisi la C.G.T. pour sa campagne en direction de la réduction du temps de travail pour les femmes.

Aucun employé, aucun travailleur n'est insensible à ce slogan, car nous sentons tous que la vie devrait être autre chose que ce que la société nous réserve.

Sur les 24 heures de la journée, nous passons 9 heures au bureau à un travail inintéressant, fatigant, qu'en général nous n'avons pas choisi par goût, mais par nécessité. Avant et après, c'est la corvée du transport, les métros surchargés, les queues pour attendre le bus, 2, voire 3 heures de plus de perdues. Et pour le reste, le travail à la maison, avant de trouver le temps, non pas pour le loisir, mais pour se coucher... car le lendemain, tout recommence comme la veille.

La civilisation moderne pourrait nous permettre de multiples formes d'enrichissement personnel. Mais faite de temps et d'argent, nous sommes pratiquement exclus de toute forme de loisirs, de toute forme de culture à part le cinéma hebdomadaire et la télévision, si nous en avons les moyens.

Alors, comment ne pas réclamer le temps de vivre ?

Mais que nous propose-t-on en pratique ?

En fin de compte, tout au moins à la C.A.F., la seule chose que les syndicats nous présentent comme accessible, c'est un départ anticipé d'un quart d'heure ! et encore uniquement pour les femmes. Ils torpillent certes les chiffres et à l'aide de savantes démonstrations, ils nous prouvent qu'en étant ainsi les heures d'affluence, un quart d'heure nous vaut trois quarts d'heure, voire l'heure.

Ce n'est qu'une étape, bien sûr, nous dit-on. Il s'agit de la fameuse tactique du grignotage. Dans 2, 3, voire 5 ou 10 ans, nous atteignons peut-être ainsi l'horaire légal de 40 heures.

Mais en attendant, c'est notre santé, notre vie, qui est grignotée, usée chaque jour, chaque heure. Un quart d'heure pour les femmes, on nous l'accordera peut-être. Ten mieux. Mais où est le temps de vivre dans tout cela ?

Certes, nous ne commencerons à vivre réellement, d'une façon digne d'un être humain, que dans une société qui ne sera pas faite pour les cisifs riches, où nous serons pas seulement de la chair à produire, c'est-à-dire dans une société socialiste.

Mais, même d'ici là, nous pourrions obtenir plus, bien plus que le quart d'heure de départ anticipé. A condition de savoir imposer TOUS ENSEMBLE, hommes et femmes qui en avons également besoin, nos revendications.

(Extrait du n° 77 de la V.O. C.A.F.)

ORGANISATION...

A LA S.A.V.I.E.M.

DROLE DE PAIX... SOCIALE

La prime de vacances est annoncée : 180,00 francs au coefficient de base !

Elle est bien entendu soumise aux conditions habituelles.

La direction continue à jouer le jeu. Comme s'il ne se passait rien, comme si d'ici la fin de l'année de nouveaux secteurs n'allaient pas déménager.

Accord, prime, sont pour elle des garanties de paix sociale. Nous, nous n'avons aucune garantie. Ceux qui prennent leur compte aujourd'hui dans les secteurs prévus et annoncés pour le déménagement, touchent leur mois d'indemnité. Les autres attendent. Le reste de l'usine attend dans l'incertitude, résigné à subir. Comme si de toute éternité les travailleurs étaient destinés à subir les calamités du régime, à partir quand on leur dit : « Pars », à venir quand on leur dit : « Viens ».

Il n'y a pas de fatalité dans tout cela. La direction a intérêt à trouver cela normal et à nous le faire croire.

Mais nous, nous n'avons aucun intérêt à jouer le jeu. Nous voulons tout de suite des garanties.

Nous sommes décidés à mettre le prix pour les obtenir ?

La est toute la question.

(Extrait du numéro 67 de la V.O. Savier.)

A LA THOMSON

DUS HOMMES OU DES MACHINES

Une note de service datée du 12-1965 nous apprenait la semaine dernière qu'un sous-chef de travail obligerait la direction à envisager une réduction du personnel de l'atelier mécanique du rez-de-chaussée de GI, invitant donc les intéressés à demander leur mutation dans une des usines C.F.T.H. qui les rapprocherait de leur domicile. Bien sûr, la note précisait qu'il n'y avait pas d'alarme, cela n'étant qu'une petite enquête.

Mais cependant, nos camarades de l'atelier en question se sentaient inquiets, car plusieurs sont mariés et d'autres sont sur le point de l'être.

La « nouvelle organisation » consiste certainement à utiliser un travailleur comme une machine que l'on déplace selon les besoins

de nos exploiters. Le travail manque-t-il vraiment ? Et si c'était le cas, ce serait l'occasion d'espérer une réduction du temps de travail. Malgré ces mesures, il y a encore des gens qui travaillent le samedi jusqu'il y a un service de cars et de cantine. Ce n'est pas comme cela que nous lutterons contre les manœuvres de la direction qui fait flâner la menace du manque de travail. Que chacun en soit conscient.

(Extrait du numéro 158 de la V.O. Thomson.)

AUX ASSURANCES GENERALES

CALCUL SIMPLE ET MAUVAISE VOLONTE

La réunification des trois branches tient toujours la vedette : passations au chômage, nomination de responsables, c'est la grande valse des chefs à l'échelon très élevé avec tous les remous que provoque dans la petite hiérarchie, la proximité ou l'éloignement de l'assiette au beurre.

En tout ceci, nous employés, ne sommes que spectateurs ou plus exactement, nous faisons tapissier, car rien dans nos conditions de travail ou de rémunération surtout n'a changé, à part le petit quart-d'heure ou les dix minutes de présence en moins chaque semaine et les jours « flottants », appréciables certes, mais combien dérisoires.

A ceux qui s'en inquiètent, on répond sur le mode conspiciatif, que tout est prévu et qu'une commission et même plusieurs ont été nommées pour étudier la question qui nous touche le plus, celle de nos salaires et ceci avait paru-il être annoncé au dernier comité central d'entreprise, il y a déjà quelques mois.

Nous ne sortons pas de Polytechnique, nous ne sommes pas diplômés des Hautes Etudes Commerciales, mais pour nous le problème est simple :

En tout ceci, nous employés, plus élevé que le salaire payé à l'industriel il suffit d'ajouter à ce dernier la différence pour que X = Y (c.q.f.d.).

La condition nécessaire et suffisante est encore de le vouloir bien sûr.

En tous cas, une réflexion nous vient à l'esprit : il semble plus facile de nommer des chefs responsables de services entiers, que de procéder à la petite opération

LIRE LA « V. O. »,
C'EST BIEN, LA SOU-
TENIR, C'EST MIEUX.

Usine... ou caserne ?

A LA R.N.U.R.

SYSTEME POURRI !

Avec notre nouveau chef de département, cela n'a pas trainé : trois jours de mise à pied pour « manque de production » infligé à un ouvrier.

Il est évident que ce petit monsieur veut « jouer les terribles » et qu'il applique à la lettre des consignes venues d'en haut. Mais ce qui lui permet d'appliquer de telles sanctions outre son « autorité », c'est le système du travail au rendement. Avec l'instauration de la « banque des minutes », la Direction a trouvé là un moyen de pression idéal.

C'est contre ce système que nous devons lutter ; en 1965, il est absolument impensable de voir des compagnons se transformer en comptables et en ayant sur le dos, les chefs, les chronos, au risque de se retrouver à la porte ou déclassé. Pourtant c'est la réalité de tous les jours à l'atelier. Nous voyons où mène ce système quand certains chefs se prennent au sérieux.

Une de nos revendications les plus immédiates, c'est : la suppression du travail au rendement. En attendant, et tant que le système existe, sachons nous-mêmes contrôler notre production. Nous serons mieux armés contre les attaques de la Direction du département si nous savons nous-mêmes évaluer les temps et tenir le compte de notre banque.

(Extrait du n° 181 de la V.O. R.N.U.R., Bât. C.)

CHEZ PANHARD

GARE AUX FLICS

L'administration Citroën veut faire d'une pierre deux coups. Resserrer la discipline en faisant régner dans les ateliers une peur salutaire et en même temps accomplir « en douceur » les licencements qu'elle projette.

Des flics de l'usine font constamment le tour des w.c., des couloirs, pour surprendre ceux qui osaient prendre deux minutes sur leurs neuf heures de travail quotidien pour fumer une cigarette. La victime surprise n'a plus qu'à donner son nom et son numéro et dans les deux jours qui suivent, il est mis à la porte.

Nous avons là à défendre à la fois notre emploi et nos conditions de travail. Panhard n'a jamais été une sinécure, mais d'ici peu, seul notre uniforme nous distinguera des bagmards. Si nous

laissons faire aujourd'hui, c'est l'interdiction de fumer une cigarette, demain ce sera l'interdiction de lever la tête pendant la durée du travail. Pourquoi pas des chaînes pour nous river au pied de la machine ?

Quant aux gardes-chiourmes, chasseurs de fumeurs qui n'hésitent pas à priver un gars de son gagne-pain, ils font là un mauvais jeu. Car en se mettant du côté du patron, on risque de se faire passer le goût du tabac.

(Extrait du numéro 52 de la V.O. Panhard.)

La sécurité

CHEZ HISPANO

OU IRONS-NOUS DES 5 AU 15 MARS ?

Pendant un certain temps le comité d'hygiène et de sécurité nous a tenu en haleine par une publicité à suspense nous invitant à faire plus attention, à ne pas rechigner pour utiliser tous les moyens de protection mis à notre portée pour diminuer les risques d'accidents déjà suffisamment nombreux.

Le comité a raison sur ce point. Nous ne devons rien négliger pour ménager notre santé mise en péril chaque jour par des méthodes de travail souvent dangereuses. Le port de gants, de chaussures anti-dérapantes, etc. suivant les travaux que nous exécutons, est nécessaire et nous ne devons pas en minimiser l'importance.

En fait, le comité passe à côté du problème. La véritable cause des accidents, c'est le rythme de travail qui est imposé dans certains secteurs, la pression qui est faite sur les travailleurs pour toujours aller plus vite, aux dépens de leur sécurité, la durée de

la journée de travail, accumulant la fatigue physique et nerveuse qui entraîne une diminution des réflexes. Dans ces conditions le danger est partout (et pas seulement une fois par an). Les moyens de protection ne sont pas toujours efficaces... quand ils sont respectés.

En fait, la direction est la véritable responsable. C'est elle qui a intérêt à ce que son personnel ne chôme pas, c'est elle qui cautionne la politique de harcèlement de certains chefs et c'est surtout elle qui nous fait travailler 9 h. et demie par jour.

Nous n'avons pas encore été capables de la forcer à ramener la semaine de travail à 40 h, ou même à 35 h. (sans diminution de salaire évidemment), mais nous sommes capables, journellement, d'assurer notre sécurité, par secteur, en refusant de prendre des risques, sous prétexte de paraître un « ouvrier sérieux ».

Nous savons bien, nous, que nous n'avons rien de plus sérieux que notre vie et notre santé, et évitons de nous laisser intimider par certains d'entre nous qui peuvent, même involontairement, avoir tendance à l'oublier.

(Extrait du numéro 21 de la V.O. Hispano Suiza.)

Ceux qui disent

A LA S.N.C.F.

LES CACHOTIERS DU SUD-EST...

Nous avons appris par la presse que la semaine qui vient de se terminer était une « semaine d'action » pour les cheminots.

Nous aurions bien aimé que les syndicats, « guides des travailleurs », nous en fassent part, et nous demandent notre avis sur la forme à lui donner, en nous invitant à y participer.

Ah les cachotiers qui gardent ce secret pour eux seuls !

Mais les syndicalistes en contact avec la base ne sont peut-être pas toujours fiers des « actions » qu'on nous impose par en haut, et ils préfèrent les garder pour eux.

...ET LES MARRANTS DU NORD

Au Nord, en revanche, nous avons été avisés d'un rassemblement la veille de l'action, pour la remise d'une motion confidentielle au chef d'établissement.

« La discussion continue », disait l'appel.

En tous cas, au Nord comme ailleurs, on nous a souvent fait la parole aux travailleurs...

(Extrait du n° 124 de la V.O. Cheminot)

CHEZ U.C.L.A.F.

TOUTE LA VERITE

Il y a 15 jours la C.G.T. diffusait un tract à notre sujet. Nous n'allons pas ici engager une polémique stérile.

Cependant nous avons relevé dans ce tract un passage qui nous paraît pour le moins curieux. « La C.G.T. ouvre ses portes à tous les travailleurs qui veulent entrer dans ses rangs pour y travailler honnêtement au bien de tous. Chaque travailleur y a sa place quelles que soient ses opinions politiques ou religieuses. » Voilà aussi pourquoi les militants figurent effectivement dans les statuts de la C.G.T. mais pour

être dans la vérité il faudrait ajouter : « à condition de ne jamais exprimer ces opinions si elles sont différentes de celles de la centrale syndicale. »

Le bon syndicaliste C.G.T. est celui qui se contente d'assister, bouche bée aux épisodiques réunions auxquelles on veut bien le convoquer. Mais gare à celui qui ose discuter les ordres ; il devient automatiquement celui qu'on exclura le moment venu.

C'est ainsi que pour ne citer que quelques exemples récents :

— En avril dernier chez Renault deux militants sont exclus de leur section syndicale pour avoir organisé un référendum parmi les ouvriers qui étaient contre les grèves tombantes. Ils préconisaient un mouvement général.

— En juin chez Chausson un militant est exclu de sa section syndicale. Il avait alors dénoncé publiquement la manœuvre tendant à l'évincer des listes de délégués du personnel alors que tous ses camarades d'atelier le poussaient à se présenter aux élections.

— En septembre à Rhône-Poulenc deux militants sont exclus pour avoir porté à la connaissance des syndiqués le compte rendu de la discussion du programme revendicatif, mais cela gênait les responsables syndicaux.

Et nous ne parlons pas ici de toutes les manœuvres préalables à ces exclusions. La fin du fin est de demander au futur exclu de faire son autocritique et de réévaluer les idées qu'il a défendues jusqu'ici.

L'exclu est ensuite dénoncé nommément dans un tract à la porte de l'usine ce qui a pour effet immédiat de le donner au patron.

Ce dernier, le jour venu, saura utiliser le renseignement. « Voilà pourquoi nous disons encore que la C.G.T. ment éhontément en se flattant d'accepter tout travailleur désireux de combattre pour le bien de tous et indépendamment de ses opinions. Voilà aussi pourquoi les militants figurent effectivement dans les statuts de la C.G.T. mais pour

ci-dessus. Nous tirons nos conclusions en toute modestie.
(Extrait du n° 43 de la V.O. Assurances Générales.)

A AIR FRANCE

**DETENTE
OU SOURCE D'ENNUI**

En ce moment, à la D.M. on nous demande de s'arranger pour les vacances, mais nous, on a plutôt l'impression qu'on va se faire arranger une fois de plus. En effet certains vont se voir attribuer une période peu propice aux congés, ou avoir des congés morcelés. Les jeunes se verront lésés comme d'habitude car ils ne pourront invoquer une famille nombreuse ou des enfants en âge scolaire. C'est la grande foire aux vacances avec loterie pour tirer quelques bons numéros.

Il ne suffit plus que les congés ne coûtent rien aux patrons car celui qui reste fait en plus le travail de celui qui est parti ; il faut encore que les travailleurs fassent des sacrifices à ce sujet.

Ce ne sont pas les avantages dont ils bénéficient le reste de l'année qui pourraient les inciter à le faire : des salaires minables, de longues journées de travail, sans parler du transport, les repas à la cantine à la va-vite, etc... Nous pensons que nous n'avons pas volé ce mois de vacances et il faut bien au moins cela pour se rattraper un peu, tandis que par petits bouts et à une époque plus que douteuse quant au climat, ce n'est pas le cas.

C'est notre santé avant tout qui est en cause. Si nous n'y prenons pas garde, c'est encore une victoire ouvrière que ne voudra plus rien dire.

Mais il ne faut pas oublier que nos problèmes de départ en vacances trouveront leur solution finale dans la réduction du temps de travail. Car il n'est pas douteux que le travailleur qui fera 35 heures par semaine n'aurait pas les mêmes soucis pour la date de son départ en vacances que celui qui fait aujourd'hui 45 h. et souvent plus.

(Extrait du n° 64 de la V.O. Air France.)

...CAPITALISTE

A LA RNUR

LES FAUX PROBLEMES

La C.G.T., dans un tract du 26-2-65 s'indigne contre la campagne menée pour la dénationalisation des Usines Renault.

La dénationalisation de Renault ne changerait rien, c'est vrai. La preuve c'est que les autres firmes automobiles privées sont dans une situation analogue. Et quand on nous explique que certaines font encore du bénéfice quand Renault n'en fait pas, cela est une blague. Renault fait des bénéfices. Il investit et nous ajoutons qu'il fait des cadeaux à de nombreuses entreprises privées qui gravitent autour de l'entreprise nationalisée.

Mais, que Peugeot ou Simca fassent des bénéfices, est-ce que cela donne un sou de plus aux travailleurs de ces entreprises ? Est-ce que leur emploi est mieux garanti que le nôtre ? Faire croire aux travailleurs que leur situation est mauvaise à cause des nationalisations est une duperie.

Mais c'est aussi une duperie de vouloir leur faire admettre que la nationalisation est une solution. Tant que l'Etat est capitaliste, que l'entreprise soit dirigée par un trust ou par l'Etat même s'il y a quelques différences dans la forme, le fond est le même.

Pour que ça change il faut que le pouvoir dans les entreprises passe aux mains des ouvriers. Mais pour socialiser les entreprises il faut que les travailleurs soient organisés et que leurs organisations s'engagent à organiser la production avec leur concours politique et dans leur intérêt.

Pour le moment les organisations dites ouvrières se contentent de réclamer de « vraies » nationalisations. C'est-à-dire qu'elles demandent aux capitalistes de bien gérer leurs affaires en en confiant les inconvénients à l'Etat capitaliste qui nous les répercutera en tant que contribuables.

A nous de conclure en construisant d'autres organisations sachant prendre leurs responsabilités.

(Extrait du n° 43 de la V.O. - R.N.U.R.)

nous représenter

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

LYON

ELECTIONS DANS L'AIR

Polémique intersyndicale très vive en ce moment : F.O. tient absolument à ce que ce soit à elle que soit attribué le mérite d'avoir obtenu le rappel de « petite carrière » pour les auxiliaires. Et elle se livre à une démagogie sur les « grèves sans limitation de durée » d'autant plus facile qu'elle ne prend vraiment aucune initiative pour que ses propos se transforment en actes ; ce malgré les moyens dont elle dispose. Quant à la C.F.D.T., elle s'occupe activement de nous tout d'un coup, et se penche sur nos problèmes.

Nul doute que cette recrudescence d'activité, ces petits soins, cet intérêt qu'on nous porte actuellement ne sont pas sans rapport avec la perspective proche des élections de délégués aux H.C.L. Un nombre minimum de postes étant à pourvoir, la bagarre est rude entre les boutiques syndicales.

Mais pour nous, ne serait-ce pas le moment de nous intéresser d'un peu plus près à ce droit des travailleurs, la représentation ouvrière, conquis il y a près de trente ans, et qui est si dénaturé aujourd'hui ?

(Extrait du numéro 110 de la V.O. H.C.L.)

AUX CABLES DE LYON

POUR ETRE ENTRE NOUS

Dans un dernier C.E., il a été demandé un local où les syndicats pourraient tenir leur permanence dans l'usine, ce que le patron a refusé comme de bien entendu.

Nous pensons qu'effectivement les travailleurs devraient pouvoir disposer d'une salle sur le lieu même de leur exploitation, pour se réunir, discuter et s'organiser. Actuellement, les réunions doivent se faire en plus de la journée de travail, et ce n'est pas facile, ou

bien, dans l'usine même et ce n'est pas faisable.

Par conséquent, avoir un local à nous ne serait que le moyen de mettre en application notre devoir élémentaire de discussion qui, à l'heure actuelle, reste un peu lettre morte.

Mais pour que cela change vraiment, il faudrait que nous participions tous à la chose, syndiqués ou non syndiqués. Un local, d'accord, mais un local ouvert à tous les travailleurs, sans discrimination d'étiquette, où tous nous pourrions venir exprimer nos idées et en débattre, et non un temple pour initiés.

(Extrait du n° 111 de la V.O. Câbles de Lyon.)

CHEZ OLIER

**FAUDRA-T-IL
UN ACCIDENT ?**

Le service médical est très déficient chez « Olier ». Les médecins ne sont là qu'épisodiquement. De plus, au début de l'équipe du matin et à la fin de l'équipe du soir, il ne reste plus d'infirmières. Il n'y a aucun matériel de secours. Enfin, nul véhicule pour transporter les accidentés.

C'est dire que la direction se soucie de notre santé comme de l'an quarante.

Faudra-t-il un accident grave pour qu'elle prenne enfin les mesures qui s'imposent ?

(Extrait du n° 4 de la V.O. « Olier ».)

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien.

A LA S.N.C.F.

**TRAITEMENT
OU CRETINS ?**

Après avoir fait divers mouvements, nous avons obtenu la discussion sur les salaires. Quelles sont les revendications définies par les syndicats ? Correspondent-elles aux désirs des cheminots ? Et qu'allons-nous obtenir de la S.N.C.F. ?

Les organisations syndicales réclament une augmentation de 8,1 pour cent (rattrapage pour les années 63 et 64 inclus), le paiement de 200 F à tous les cheminots actifs et retraités.

Une augmentation de 8,1 % donnerait environ : 40 F au lampiste, 150 F et plus au cadre, 800 F au directeur.

Le chiffre global de cette augmentation se monterait à environ 20 millions de F par mois. Cette somme répartie uniformément, équivaudrait à une augmentation de 60 F environ pour tous. Dans le premier cas, il faut être à l'échelle huit, pour avoir cette somme, ce qui veut dire que 50 % des cheminots seulement, profiteront de cette augmentation.

Au cours de la discussion, nous venons d'apprendre que la S.N.C.F. accorde une augmentation des primes avec effet rétroactif pour l'année 64, ce qui fait que nous allons toucher un rappel : 110 F pour le lampiste, 380 F pour le cadre à l'échelle 15.

La S.N.C.F. (par pudeur sans doute) s'est arrêtée à cette échelle.

LES SALAIRES

Nous constatons donc que ce genre d'augmentation va à l'encontre des intérêts d'une grande partie des cheminots.

La C.G.T. s'élève contre la hiérarchisation de la prime, mais demande... des augmentations hiérarchisées pour les salaires.

On n'est pas à une contradiction près !

Quant à nous, nous devons mettre en avant nos revendications : 200 F par mois pour tous.

On nous traitera de démagogues, mais où sont les démagogues au fait ?

La S.N.C.F. nous accordera-t-elle 8,1 % par des discussions ? NON. Si nous étions capables d'avoir 8 %, et pour les avoir, il faudrait lutter, nous serions aussi capables d'avoir 200 F.

Ceux qui veulent nous prouver le contraire ne sont que des traîtres ou des cretins.

(Extrait du numéro 127 de la V.O. Cheminot.)

CHEZ DESFOSSÉS

LE JEU DU CAPITAL

Les événements récents Chair-Desfosés ont laissé un peu à l'arrière-plan le problème des salaires. Or, si nous faisons un bilan de l'année, nous nous apercevons qu'en tout et pour tout, l'intervention du syndicat devant les patrons s'est soldée par une augmentation de salaires de 3 % et la prime annuelle de 2 %.

Nous pouvons donc constater que si quelque chose a été respecté, c'est le plan dit « de stabilisation » du gouvernement, ne permettant pas aux salaires de dépasser les 4 % prévus.

Quand Lafond dit que nous avons été victimes du Marché commun, il ferait mieux de dire que nous avons été dupés par le marché conclu par lui et les siens avec les Maîtres Imprimeurs, car le Marché commun ne date pas de cette année. Il est bon de se rappeler ses titres ronflants dans « L'Imprimerie Française », tels que « Non, non et non », « Nous lutterons pour nos salaires », et ses propos concernant un rendez-vous en janvier avec les patrons pour revoir nos salaires, qui n'a pas eu lieu, et nous sommes au mois de mars.

Pendant un an, on nous a menés en bateau avec de beaux discours sur la misère du peuple. Il est temps de passer aux actes. Ce ne sont évidemment pas ceux qui nous ont mené à l'échec sur tous les plans qui en seront capables.

Nos salaires crient famine. Ce ne sont pas des mièges qui peuvent nous suffire de façon décente. C'est une augmentation générale commune qu'on peut chiffrer à environ 200 F par mois et même plus. Les prix, eux, sont loin en avant, et les profits aussi.

(Extrait du n° 168 de la V.O. Desfosés)

Prière d'adresser la correspondance à

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10^e)
et d'envoyer les fonds à

M. Maurice SCHROEDT
(même adresse)

C. C. P. 9424-78 - PARIS

Contre les "accords"...

A LA R.N.U.R.

LES GAGNE-PETITS

Dans sa presse, la C.G.T. fait actuellement campagne pour de nouvelles conventions collectives. C'est, nous dit-elle, un objectif qui doit permettre d'unifier les luttes des ouvriers face au patronat et son gouvernement. Les 27 et 28 janvier les gaziers nous ont expliqué par voie d'affiches qu'ils se mettaient en grève parce que leur salaire en début de carrière ne dépassait pas 750 francs et dans le projet de conventions des métallurgistes de Seine et Seine-Oise, le salaire minimum est fixé à 600 francs. Combien y a-t-il de métallurgistes de la Région parisienne ne touchant pas 600 francs par mois ?

Avant guerre, lorsqu'on se faisait embaucher au « tarif syndical », on avait la chance d'être tombé sur une bonne maison. Aujourd'hui ce qu'on nous propose, c'est d'entrer en lutte pour un salaire minimum à peine supérieur au S.M.I.G.

Voilà ce que la C.G.T. appelle unifier les luttes ; des projets de conventions par branche d'activité et par région, pour des revendications ne touchant finalement qu'une minorité.

Pour nous, l'un des objectifs, c'est la signature de conventions collectives interprofessionnelles et nationales englobant des revendications générales touchant la majorité d'entre nous. Ce n'est qu'un premier pas, car à l'époque du « Marché Commun » ou l'organisation du travail débordé le cadre national, nous devrions déjà élaborer des conventions à l'échelon international.

(Extrait du n° 43 de la V.O. R.N.U.R.)

A LA SAVIEM

**CONVENTION
COLLECTIVE NATIONALE**

Un mois à peine après la signature de l'accord d'entreprise, Saviem, la C.G.T. organise une campagne de propagande pour une meilleure convention collective. Des listes, des pétitions circulent à la cantine, dans les ateliers, bureaux, etc.

Cette attitude est pour le moins contradictoire. Les termes proposés pour la nouvelle convention collective vont bien au-delà des dérisoires avantages Saviem, pourquoi dans ce cas avoir signé un accord qui garantit au patron trente jours de délai avant le déclenchement d'une grève ?

« Des actions pour imposer ces nouvelles conventions collectives se préparent dans l'unité dans chaque entreprise », annonce le tract C.G.T. du 17 février 1965. Sans doute, à la Saviem, auront-

elles lieu trente jours après les autres ?

Et moins que tout ceci ne soit que tartufferie, à moins que seules les pétitions soient la forme d'activité proposée et que tout ceci ne soit que du vent.

Pourrait-elle signature de nouvelles conventions collectives est vitale pour les travailleurs. Elles seules peuvent garantir leurs conditions de vie et de travail, alors que les accords peuvent à tout instant être dénoncés, suspendus ou violés par la direction.

Mais de nos jours, en 1965, les conventions collectives ne doivent pas être régionales. Il faut voir plus loin, plus haut.

Le patronat et l'Etat ont découpé le territoire en zones de salaires. Les conventions collectives régionales entraînent ce découpage.

Nous sommes bien placés à la Saviem pour savoir qu'entre Saint-Ouen et Blainville, les différences sont importantes et inadmissibles. Le patronat utilise le découpage

par région pour décentraliser et accroître ses profits. Pour lui résister, nous devons, nous, lui opposer des revendications nationales, ne rien accepter qui nous divise et nous affaiblit. A plus forte raison, ne rien proposer qui aille dans ce sens.

Aujourd'hui, pour nous garantir contre toutes les fluctuations du salaire et de l'emploi, il nous faut des CONVENTIONS COLLECTIVES pour le moins NATIONALES. Four le moins, car avec le Marché commun et la circulation de main-d'œuvre, c'est vers l'établissement de conventions collectives européennes que nous devons aller.

Aujourd'hui, donc, CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE avec :
— salaire mensuel garanti ;
— échelle mobile des salaires ;
— garantie de l'emploi ;
— pas de salaire inférieur à 1.000 francs.

(Extrait du numéro 67 de la V.O. Saviem.)

Une convention collective nationale

CHEZ NEYRPIC

ACCORDER NOS VIOLONS

A Merlin-Gérin, les trois syndicats viennent de signer avec la direction un nouvel accord d'entreprise, apportant entre autres une demi-heure de réduction hebdomadaire des horaires sans diminution des salaires et des augmentations annuelles comprises entre 2 et 4 % garanties.

Cependant, les organisations syndicales signataires tiennent à préciser que la signature de ce contrat ne résoud pas certaines revendications importantes. Les discussions se poursuivent donc sur la hausse générale des salaires, le retour progressif aux quarante heures, etc.

Voilà, les camarades de Merlin-Gérin, ou plutôt les organisations syndicales qui le représentent, essaient de régler par eux, dans leur usine, des revendications qui intéressent toute la classe ouvrière. Ce qu'ils ont obtenu est peu de chose à côté de ce que, travaillant dans le même secteur, nous aurions besoin. Ces syndicats le reconnaissent eux-mêmes.

Mais en se liant les mains sur ces avantages-maison, les syndicats coupent les travailleurs de Merlin de la lutte générale et nécessaire que nous avons à livrer. A qui profite l'accord ? Nous sommes payés pour savoir qu'en dernier ressort, il ne profite qu'au

patron. Les travailleurs, s'ils y gagnent quelque chose dans l'immédiat, y perdent toujours au bout du compte.

(Extrait du numéro 41 de la V.O. Neyrpic.)

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78, Paris, au nom de Maurice Schroedt.

AU PILORI

Ne compter que sur nous mêmes

A AIR FRANCE

LE PLUS VIEUX METIER DU MONDE

Lors des grèves, des membres de la petite maîtrise sabotent parfois parce qu'ils croient que cela nuira à « leur avancement ». En fait, ils font seulement la preuve dans ce cas, que plus on monte en grade, plus on est dupe de l'exploitation patronale.

Mais il nous est arrivé d'entendre certains membres des catégories II et au-dessus, se croyant certainement très intelligents, calculer qu'ils ne peuvent pas faire grève une journée parce que leur salaire était plus élevé que celui d'un ouvrier d'une petite catégorie, ils perdent beaucoup plus de l'heure et de la journée.

Les ouvriers ont « la chance » de pouvoir faire grève, car ils ont « la chance » de ne perdre donc que 30 ou 40 F par jour.

Devant ceux-là nous devons nous incliner : leur avancement a certainement été dû à leur mérite intellectuel.

Ce qui échappe à ces gens-là, c'est que ceux qui font grève le font délibérément parce que c'est l'affirmation de leur liberté. Les jours perdus représentent des privations mais la liberté justement se paye. Et ceux qui ne sont pas capables de faire ce qui, toute proportion gardée, est justement un sacrifice moindre, font simplement la preuve qu'ils ont perdu la liberté pour un peu d'argent.

La liberté et la dignité ! En effet en général les tristes individus en question ne se contentent pas de ne pas faire grève et de faire des raisonnements stupides : on peut être sûr qu'ils décrocheront la médaille d'or dans une course sur le ventre. Ils sont suffisamment peu nom-

breux pour se reconnaître, et surtout pour que tout le monde les reconnaisse.

(Extrait du n° 64 de la V.O. Air France.)

CHEZ DESFOSSÉS

FAIRE PART

Nous avons été étonnés qu'à l'enterrement d'un camarade, secrétaire d'atelier à la taille-douce et syndiqué depuis très longtemps, de l'absence d'un représentant ouvrier, ou même syndical. La direction, elle, y avait envoyé les siens. Comme quoi, même dans la classe ouvrière, le dernier acte d'une vie ne se déroule pas sur un pied d'égalité. Le culte de la personnalité, quel qu'on en dise, n'est pas mort...

(Extrait du numéro 108 de la V.O. Desfossez.)

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X^e
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schroëdt, C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRÖEDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson Proudhon 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

CHEZ MICHELIN

ENCORE UN LICENCIEMENT ABUSIF

Le 22 février, l'ex-délégué Proudhon, du service Z, a été licencié. Une fois de plus, Michelin privait un ouvrier de son gagne-pain, en fait parce que celui-ci est un syndicaliste. Tout Z, à Cataroux, a réagi immédiatement en arrêtant le travail. Dans cet atelier où le travail est particulièrement dur, la solidarité est vive. Et, malgré les pressions multiples exercées par la maîtrise, en particulier sur les ouvriers espagnols sans contrat, donc plus vulnérables. Tout le monde a fait grève.

Le mouvement était sérieux, en arrêtant la production de gomme, il menaçait en dur d'arrêter toute l'usine.

Dès ce moment, il aurait fallu appeler toute l'usine à la solidarité, aller manifester ensemble à SP, montrer notre force et notre volonté de ne pas laisser priver un ouvrier de son gagne-pain sans réaction ! Quelques milliers d'ouvriers à SP auraient redonné à la direction le sens des réalités. Les syndicats ne l'ont pas voulu. Pire, ils ont tenté de dévier le mouvement en une petite grève de secteur pour 0,25 franc de l'heure. Revendication juste, certes, mais qui n'était pas question d'obtenir sur Z seul.

Deux jours plus tard seulement, un tract sur l'usine nous appelait à faire nous aussi de petits mouvements. Ainsi fourvoyé, le mouvement ne pouvait qu'échouer. Dès le 24, Z reprenait le travail. Notre camarade restait licencié. Bien sûr, il lui reste à se défendre aux tribunaux. C'est bien peu. Mais, une fois de plus, malgré la combativité des ouvriers de Z, nos syndicats se sont révélés incapables d'organiser et de diriger un mouvement sérieux.

AUX CABLES DE LYON

LES FAUSSES SOLUTIONS

Récemment, des camarades, dans une lettre aux syndicats, ont souligné le problème de la création d'une caisse de grève afin, disent-ils, d'être en mesure de soutenir un mouvement de longue durée. Cette idée est assez répandue parmi les travailleurs, et c'est un des chevaux de bataille de la C.F.D.T.

Pourtant, c'est encore là une illusion, car il est assez alors pour les patrons de prévoir la durée de la grève éventuelle et de constituer des stocks en conséquence, ou de toute façon de s'organiser à l'avance. Ils n'ont plus qu'à attendre le pourrissement de la situation. C'est ainsi que les patrons américains peuvent supporter jusqu'à des grèves de trois mois, malgré les caisses des syndicats ouvriers de là-bas, qu'on nous vantait tellement ici, en France. En outre, fonder la perspective d'une lutte sérieuse sur la constitution préalable d'une caisse de grève, cela revient à la reporter à la saint Glin Glin. Sans compter qu'en cas d'échec de la grève, il faut de nouveau, dans cette optique, attendre que la caisse soit reconstituée !!!

Le véritable problème, c'est d'obtenir du patron le paiement des heures de grève. Car si nous nous y mettons, c'est parce que nous ne pouvons pas faire autrement. La responsabilité lui en revient. Inscrire cette revendication en tête de toutes les autres, lorsque nous entrerons en lutte, nous devons y penser, pour éviter que notre combativité ne soit émoussée dès le départ.

CHEZ HISPANO SUIZA

LES CHAUDRONNIERS ET NOUS

Depuis déjà quatre semaines les quelque 80 ouvriers de la chaudronnerie débrayent, 1/4 d'heure, 1/2 heure, 1 heure, pour obtenir la revalorisation des catégories F1 et F2.

Depuis quatre semaines, ils débrayent à environ 75 % et ils ne viennent plus le samedi. Au passage saluons cette bonne initiative !

Depuis quatre semaines ils ont donc perdu, pour ceux qui faisaient des heures supplémentaires 300 F environ, pour les autres au moins 60 F. Cela prouve que nos camarades veulent se battre et sont prêts à risquer gros. Mais les travailleurs ne font pas grève pour perdre de l'argent, mais pour en gagner. Or cette grève, catégorielle et limitée à quoi aboutira-t-elle ? A ce que, comme il y a trois ans, les chaudronniers aient une augmentation qui leur permettrait de rattraper leurs pertes en... un an ! (6 mois pour les hautement qualifiés).

Est-ce là une lutte payante ? En vérité nos camarades chaudronniers usent inutilement leurs forces, ils ne peuvent rien obtenir de valable à 80, quand le problème de l'augmentation des salaires se pose pour toute l'usine, si ce n'est une amorce de quelques centimes. Est pourtant leur lutte est la nôtre, nous aussi nous avons tous besoin de 200 F de plus par mois, alors pourquoi rester dans une lutte catégorielle, dans un secteur fermé ? Ce qu'il nous faut c'est une augmentation générale et uniforme des salaires et puisque les chaudronniers en ont conscience, pourquoi ne pas nous joindre à eux ?

Ce n'est que tous ensemble que nous pourrions vaincre, et pas en un quart d'heure.

CHEZ ANTAR

PAS DE LICENCIEMENT NULLE PART ET SANS AUCUN PRETEXTE

Mardi 2, nous avons débrayé une heure, pour protester contre les licenciements qui menacent huit camarades de Notre-Dame de Cravençon. Nous ne pouvons, en effet, accepter qu'un patron quel qu'il soit se permette de mettre à la porte des ouvriers ou des militants, quels qu'en soient les prétextes et même si la légalité bourgeoise mise en place par et pour les patrons, a été un peu bousculée. Quand cela leur est nécessaire, eux-mêmes ne se gênent pas et, si nous voulons vraiment changer quelque chose à notre vie, il nous faudra certainement aller un jour bien au-delà de

ce qu'on fait nos camarades de la Mobil-Oil. C'est-à-dire ne pas nous contenter d'occuper temporairement l'usine mais nous en emparer définitivement pour gérer enfin nous-mêmes ces richesses que nous produisons.

Les syndicats ont donc eu parfaitement raison de nous appeler à réagir immédiatement. Cet exemple prouve cependant une chose : dès qu'une lutte sérieuse s'engage contre le patron, elle ne peut pas rester circonscrite à une usine mais déborde ce cadre. L'ennui, c'est que nous ne réalisons la chose que lorsqu'il s'agit de nous défendre, comme dans le cas présent. Il faudrait cependant comprendre qu'il en est de même pour attaquer. C'est-à-dire que le meilleur moyen aussi bien d'aboutir que d'éviter les réactions de ce style de la part des patrons, ce n'est pas d'aller à la bagarre usant par usure mais tous ensemble.

(Extrait du numéro 31 de la V.O. Antar.)

A LA CAFL.

QUAND NOS CONQUETES DEVIENNENT DES MENACES

« Les 150 ouvriers des Etablissements Voyer, à Rive-de-Gier (Loire) ont trouvé closes les portes de l'usine. Une affiche annonçait qu'en raison de la grève déclenchée le 25 février, l'usine était fermée jusqu'au 1^{er} mars et qu'à partir de cette date, l'horaire serait ramené à quarante heures ». (Le Monde, 28-2-1-3-65.)

En fait, si ces travailleurs se sont mis en grève, c'est qu'un de leurs camarades s'est trouvé licencié. Il s'était « présenté avec quelques minutes de retard à son travail après s'être rendu préalablement aux toilettes », nous informe l'Union locale Syndicat C.G.T. de Rive-de-Gier qui, le lendemain, annonce que la direction refuse la réintégration de ce travailleur, mais que, « après intervention de l'inspecteur du Travail et des délégués syndicaux de l'Union locale des Els Voyer, un accord est intervenu pour la reprise du travail sur la base de quarante-quatre heures au lieu de quarante heures prévu initialement par la direction ».

Voilà, un travailleur a été privé de son gagne-pain, mais la direction a été « conciliante », elle a « accordé » quarante-quatre heures. Il a fallu pour cela l'inspecteur du Travail et les délégués syndicaux de l'Union locale. Qu'un patron accepte d'ignorer qu'il existe une loi fixant l'horaire de travail à quarante heures, c'est son intérêt qu'il défend, mais que la C.G.T. soit satisfaite d'avoir obtenu quarante-quatre heures, c'est le résultat de sa politique pour le moins timide de « retour progressif » et autres atermoiements pour éviter d'engager une lutte générale pour les horaires et surtout pour les salaires. Dans les régions où la concurrence est rare entre patrons pour la main-d'œuvre, elle leur a donné l'arme des quarante heures que ceux-ci ne manquent pas de brandir contre les travailleurs.

(Extrait du numéro 37 de la V.O. C.A.F.L.)

NOUS ne pouvons émettre la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrières » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désiraient recevoir l'un de ces bulletins ronstotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE : — SNECMA Kellermann. — Paris XIII^e. HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine)

AUTOMOBILES : — BERLETT. — Lyon-Vénissieux. CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine). CITROËN. — Usines Levallois et quai de Javel. GENEVE. — Ivry (Seine). PANHARD. — Paris XIII^e. PEUGEOT. — Sochaux. RENAULT. — Billancourt, 7 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.

R.N.U.R. — Général. R.N.U.R. — Bâtiment C. R.N.U.R. — Bureau. R.N.U.R. — Département 18. R.N.U.R. — Département 37. R.N.U.R. — Département 12. R.N.U.R. — U. Paris. SAVIEM. — Saint-Ouen.

METALLURGIE : — Aciéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond. J.-J. CARNAUD. — Lyon. CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire. Montres LIP. — Besançon. S.M.P.A. — Saint-Nazaire. NEWYRFO. — Grenoble. WESTINGHOUSE. —

ELECTRICITE ELECTRONIQUE : — CABLES DE LYON. — Lyon. C.I.T. — Paris 15^e. Cie des COMPTES de Montrouge (Seine). C.S.F. — Levallois (Seine). THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC : — RHONE-POULENC. — Vitry (Seine). ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine). Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique). OLIER. — Clermont-Ferrand. MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS : — AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine). ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS. ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris. CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15^e. CHEMINOTS. — Générale. CHEMINOTS. — Chapelle-Triage. Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux. CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.

HOSPICES CIVILS DE LYON. — P. et T. — RP et Cheques Postaux, Toulouse. QUAIS et DOCKS. — Marseille.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LES PETITS CADEAUX QUI ENTRETIENNENT L'AMITIE

Le Conseil des ministres du 24 février 1965 aurait prévu un projet de loi sur une réforme des comités d'entreprise. Cette réforme porterait sur trois points : informations trimestrielles sur la marche de l'entreprise (annuelles actuellement), consultation du C.E. en cas de réduction d'activités ou de licenciement, création de commissions pour la formation professionnelle dans les grandes entreprises.

Ces mesures ne changeront pas grand chose dans nombre de grandes entreprises où elles sont déjà largement pratiquées. Par contre, ce qu'il y a de nouveau, c'est l'attribution d'heures au représentant syndical qui siègerait en même temps au comité d'entreprise.

Des informations sur la marche de l'entreprise, nous n'en aurons pas plus que dans les prospectus publicitaires destinés aux éventuels actionnaires.

La consultation du C.E. pour tout licenciement ou réduction d'horaires, n'est en réalité qu'une caution à la possibilité de licencier ou de réduire les salaires.

Quant à la formation professionnelle, les patrons savent s'en charger tout seuls quand ils ont besoin de main-d'œuvre qualifiée, ou, en tirant les cordons de leur bourse, c'est encore eux qui auront le dernier mot sur ce terrain.

Restent les heures accordées au représentant syndical, et cela n'est un avantage que pour la bureaucratie syndicale.

De la part du gouvernement et des patrons plus qu'un cadeau, c'est un placement pour l'avenir. Car si les bureaucraties syndicales n'avaient de tels moyens d'existence, qui y aurait-il pour remettre les ouvriers au travail lorsqu'ils sont décidés à trancher dans les privilèges des patrons ?

ARAGON COMME LA LUNE

(Ce n'est pas de nous.)

Des lecteurs nous ont demandé la référence des vers d'Aragon cités en première page de notre précédent numéro.

Ils étaient extraits d'un poème intitulé « Vive le Guepou » paru dans le recueil « Prélude au temps des cerises » en 1931.

Des extraits ont été publiés dans le numéro spécial du Crapouillot « Dictionnaire des Giroettes », de 1957. Mais Aragon n'a pas l'exclusivité de la servilité chez les intellectuels staliens.

Voici quelques lignes de Pierre Courtade, extraites de la préface à l'« Affaire Rajk. Compte rendu sténographique complet des séances du tribunal du Peuple, à Budapest, du 16 au 24 septembre 1949 », paru dans « Les Editeurs Français réunis » en 1949.

« Je plains ceux qui ayant lu cela,

qui ayant entendu Rajk, se donnent pour tâche de démontrer qu'il s'agit d'une mystification. Nous leur jetons ce texte à la face. Qu'ils s'expliquent, qu'ils expliquent comment cela est possible ! Quoi, ce personnage si maître de lui-même, aurait succombé à on ne sait quelle mystérieuse pression et, innocent, il viendrait s'accuser de crimes imaginaires qui le condamnent à une mort ignominieuse, à une mort certaine ? Quand et où cela s'est-il vu ?

« Un jour, il paraîtra monstrueux que l'authenticité de ces aveux ait pu être mise en doute, comme inversement il nous paraît monstrueux aujourd'hui que l'innocence de Dreyfus ait pu être contestée. Il faut à la vérité un certain temps pour s'imposer. »

Ce temps fut relativement court. En 1956, Rajk était réhabilité et il fut reconquis officiellement que ses aveux lui avaient été arrachés par la torture... Rajk avait été pendu en 1949.

LE « RÉVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE » EN U.R.S.S.

Libermann et la décentralisation de la planification

(Suite de la page 2)

signifie que dorénavant, l'Etat ne donnera plus gratuitement — tout au moins en ce qui concerne la comptabilité de l'usine — les machines, les matériaux, mais il les « vendra ». La commission du plan ne donnera donc plus l'autorisation d'investir à long terme qu'à condition que l'usine soit à même de payer ses investissements sur ses bénéfices.

D'autre part, pour que le directeur d'entreprise ait à même de réaliser le prix de vente de la marchandise, il faut qu'il la vende. Il ne suffit donc plus de produire quantitativement, il faut produire ce qu'on pourra commercialiser. L'actif de l'usine Bolchevitchka, après des années déjà touchées par le nouveau système, ne sera pas la quantité de vêtements produits, mais la quantité de vêtements effectivement vendus par les magasins qu'elle dessert. Les vêtements laissés pour compte ne sont plus au passif de l'Etat, mais de l'entreprise.

Une série d'autres conséquences découle du nouveau système. En particulier, le revenu du directeur, des cadres, les salaires des ouvriers ne seront plus déterminés uniquement par leur travail (dans la mesure où ils l'étaient), ni par rapport à l'accomplissement du plan, mais en fonction des bénéfices de l'usine.

Les principes de la comptabilisation des prix de revient, et du profit maximal, devront être les principaux soucis du chef d'entreprise. L'usine autonome sera censée vendre ses produits aux entreprises de distribution à des prix calculés sur la base des coûts réels de production et en vertu du mécanisme du marché.

Il y a trois ans, les idées de Libermann n'étaient que des propositions. L'année dernière, elles étaient déjà appliquées dans deux usines. Cette année, elles seront appliquées dans 400 usines de l'industrie légère. On discute même de la possibilité d'étendre le nouveau système aux « branches d'industrie produisant des moyens de production ». Il est question de modifier la constitution en fonction de cette réorganisation de la gestion économique. (« L'Humanité » du 5-6-65 et 21-1-65).

Retour au capitalisme ?

Ces projets sont d'importance. Il s'agit incontestablement d'un affaiblissement du contrôle central de la planification, d'un renforcement du contrôle par les lois du marché et d'une plus grande autonomie des « directeurs ».

Certains journaux ombrés par le fétichisme des mots « bénéfice », « profit », « marché », en viennent à proclamer l'imminence du retour du capitalisme en U.R.S.S. Par contre, pour la presse stalinienne, « L'Humanité » par exemple, il s'agit bien entendu du passage à un niveau supérieur dans la construction du communisme.

Il est évident que ces mesures ne sont « communistes » pour ceux pour qui le communisme est synonyme du pouvoir de la bureaucratie, pour qui la dictature du prolétariat est celle du Guépéou et la liberté celle des directeurs d'usine.

Cependant, les économistes de la bureaucratie sont eux-mêmes conscients de l'incapacité de la planification bureaucratique à faire face à ses tâches. L'ennui, pour eux, c'est que remédier à cette incapacité implique en pratique la suppression du régime et des privilèges de cette même bureaucratie, à laquelle ils appartiennent eux-mêmes.

Faute de pouvoir — et pour cause ! — toucher aux racines du

mal, et admettre comme régulateur de l'économie le contrôle conscient et actif des producteurs eux-mêmes, les économistes tentent d'utiliser le seul autre régulateur, le « contrôle » aveugle des lois du marché. Cette « régulation », par contre — et les crises de l'économie capitaliste sont là pour témoigner de son « efficacité » — non seulement ne peut donner à l'économie soviétique la base saine qui lui manque — mais ne peut de plus être appliquée jusqu'au bout que par l'introduction de l'autonomie totale des entreprises, c'est-à-dire, à longue échéance, par le retour au mode de production capitaliste. Retour qui finalement serait une autre forme de mort pour le régime bureaucratique.

En fait, la théorie de Libermann tente de concilier l'inconciliable : un retour officiel — et d'ailleurs très partiel — à la régulation de l'économie par les prix des marchandises et la domination d'une bureaucratie qui n'existe que grâce à la planification anti-démocratique.

Il s'agit là d'un des zig-zags de cette bureaucratie qui, faute d'avoir une base économique propre, ne peut qu'osciller, suivant les nécessités du moment, entre un plan rigide bureaucratique et une situation rigide avec toutes ses taxes et des concessions momentanées à l'économie produisant pour un marché, au dépens de la planification.

Libéralisation ?

Il est vraisemblable aussi que Libermann exprime les aspirations de cette bureaucratie d'industrie, qui voudrait jouir en paix de sa position sociale, ne pas risquer sa place, sa vie même, pour un retard dans l'accomplissement du Plan.

Mais une telle libéralisation de l'attitude du régime vis-à-vis des cadres de l'industrie est inconcevable sans la démocratie politique tout au moins pour les membres de la couche dirigeante. En ce sens, la revendication d'une plus grande indépendance des chefs d'entreprise face à l'appareil bureaucratique qui les écrase fait pendant à cette aspiration de l'ensemble des bureaucrates à une plus grande liberté, aspiration qui est manifeste depuis la mort de Staline.

« France-Nouvelle », organe du Comité central du P.C.F., cite dans son dernier numéro les extraits suivants d'un article de Bourlatski paru dans la « Pravda » du 10 janvier :

« La gestion scientifique est une qualité nécessaire du socialisme. Plus précisément, l'idée même de socialisme recouvre la notion d'une société organisée scientifiquement... »

« Peut-on trouver normal qu'aucune discipline des sciences sociales n'étudie à fond, comme la matière l'exige, les problèmes du gouvernement ? Et ne faut-il pas, au moins dans une certaine mesure, rattacher à cette circonstance des défauts constatés dans les questions relatives au perfectionnement de la structure et des méthodes de l'appareil de l'Etat ? »

Cependant, les désirs, même ceux des membres d'une couche dirigeante, n'interviennent que dans les limites fixées par la nature de leur régime. Or, la bureaucratie a des bases économiques et sociales par trop instables pour pouvoir assurer la démocratie à ses membres, tout au moins d'une manière durable.

Il y a loin de la coupe

aux lèvres

La démocratie, même limitée à la couche dirigeante, implique la liberté de presse, de réunion, d'ex-

pression. Elle implique le droit et la possibilité de bureaucrates de discuter publiquement sur l'orientation générale de leur politique, que les diverses tendances, lobbies, puissent s'affronter librement, exprimer et défendre leurs positions par voie de presse, dans les Soviets, etc. Elle implique donc pour le prolétariat la possibilité de s'insérer dans tout affrontement entre bureaucrates et d'y défendre ses intérêts. Ce qui contient en germe la prise de conscience du prolétariat, son organisation en dehors et contre les organisations tenues par les bureaucrates, donc un danger mortel pour ces derniers. La démocratie n'est possible que pour des classes privilégiées, dont l'assise n'est pas seulement dans la force des bâtonnets, mais aussi dans un rôle économique.

Le summum de la démocratie que les tenants du régime soviétique peuvent obtenir pour eux, c'est de ne pas risquer leur tête, seulement leurs privilèges et leur situation. Mais ils ne peuvent prétendre d'aucune façon participer aux décisions qui restent le monopole de quelques personnes, sinon d'un seul.

La façon dont s'est fait le limogeage de Khroutchev a montré à quel point l'ensemble des bureaucrates est écarté de toute possibilité d'intervention sur les décisions de la direction qui régent en leur nom. Pourtant, il s'agit d'une période dite libérale.

De toute façon, les rêves de démocratisation, de libéralisation ne dureront que tant qu'une crise grave n'oblige pas l'ensemble de la bureaucratie à resserrer ses rangs derrière un nouveau Staline qui tranchera à nouveau les petits problèmes comme les grands, économiques ou politiques, d'une main de fer. C'en sera fini de la liberté de décision des chefs d'entreprise, des idées de Libermann et probablement de Libermann lui-même.

Quelles qu'aient été les arrière-pensées des économistes novateurs, une chose est certaine : les libéraux proposés ne peuvent être que provisoires.

Seront-elles suivies d'autres mesures allant dans le sens du retour à l'économie capitaliste, comme le disent certains ?

Il n'est certes pas exclu que nombre de directeurs d'usine songent à la consolidation définitive de leurs privilèges à travers le rétablissement de la propriété privée des moyens de production. Les mesures donnant aux chefs d'entreprises des rôles accrus, des droits nouveaux, peuvent encourager ces aspirations.

*

Mais entre les aspirations de certains et le bouleversement des rapports de propriété, il y a un monde. Et le projet de nouvelles méthodes de planification, malgré son importance, est un indice par trop faible pour permettre d'en préjuger pour l'avenir de l'U.R.S.S.

Il se peut que la bureaucratie ait déclenché la des forces qui peuvent lui être dangereuses. Mais qu'elle prenne conscience de ce danger et elle n'hésitera pas à faire un tournant de 180°, à imposer le retour à la centralisation absolue, quitte à passer à travers les corps des économistes qu'elle a déjoués aujourd'hui.

Sera-t-elle capable d'opérer ce retournement ?

L'avenir le dira. Et tout dépend en fin de compte du prolétariat russe, de sa capacité de renverser la bureaucratie et défendre, lui, la planification, non celle des bureaucrates, mais celle qui mènera l'économie vers le communisme.

Georges KALDY.

La réunion publique annoncée en première page a été préparée par la diffusion, dans les milieux étudiants et du Quartier latin, du tract et de l'affiche reproduits ci-dessous.

AUX ETUDIANTS COMMUNISTES

Camarades,

L'issue du Congrès de l'U.E.C. ne fait guère de doute : l'appareil du parti va reprendre en main l'organisation des étudiants communistes en fermant la bouche à l'opposition. Mais bien celle des étudiants que celle des intellectuels du parti.

Ceux qui ne voudront pas se soumettre seront impitoyablement exclus.

En fait, c'est pour ces derniers qu'il y a un avenir politique et non pas pour ceux qui accepteront de se soumettre.

Quand on est un étudiant ou un intellectuel communiste, on souffre indubitablement de la carence idéologique du parti, de l'impossibilité d'exprimer le moindre doute de la justesse de sa ligne politique et surtout de la pauvreté des explications officielles du phénomène stalinien et de ses causes.

Mais on reste au sein du parti parce qu'on pense que le parti représente la classe ouvrière. Or, cela est une escroquerie de sa part. Il y a bien longtemps que le parti communiste français a perdu tout contact avec la classe ouvrière révolutionnaire. Bien sûr, il compte un certain nombre d'ouvriers dans son sein, plus que les autres partis certainement. Mais la social-démocratie, en France, par exemple, comptait en 1930-1936 bien plus d'ouvriers que le parti communiste, alors que le parti socialiste était déjà depuis vingt ans un parti représentant au sein des travailleurs les intérêts du grand capital.

Le P.C.F. vous reproche votre appartenance à la petite bourgeoisie. Jésusisme bien dans la ligne de Staline, car c'est lui qui a décidé de séparer les étudiants des autres jeunes et même du parti, en les isolant dans une organisation particulière.

Et cela parce que la politique organisationnelle du P.C.F. a toujours été de séparer les travailleurs et les intellectuels pour pouvoir mieux mentir aux uns et aux autres.

Aux intellectuels, on dit : il faut rester au niveau des travailleurs, on ne peut pas tout dire, les intérêts historiques priment ceux du moment et, de toute façon, si vous n'êtes pas d'accord, c'est parce que vous représentez des tendances

petites-bourgeoises car vous ne sauriez avoir raison contre le parti ouvrier.

Et aux ouvriers on dit l'inverse : comprendre Lénine ou Marx, c'est trop difficile mais tous ces intellectuels que nous avons, s'ils sont avec nous, c'est que nous avons raison !

Aussi, étudiants communistes, qui serez exclus, excommuniés ou réduits au silence, le seul avenir politique que vous puissiez avoir, c'est en allant aux travailleurs, en recherchant leur contact, en connaissant leurs aspirations, leur vie et leurs besoins.

Bien sûr, c'est une voie difficile, longue, pleine d'embûches. Mais c'est la seule. C'est celle qu'avait choisie l'intelligence révolutionnaire russe !

Si le parti vous exclut, vous pourrez enfin atteindre la classe ouvrière, vous pourrez enfin vous adresser à elle et la contacter organisationnellement et idéologiquement.

Mais on ne peut pas aller aux organisations stalinienne, vous ne le pouvez jamais car le chemin vous en est barré arbitrairement et artificiellement.

L'appareil stalinien croit supprimer tout votre avenir politique. C'est pourquoi il veut vous faire croire que vous êtes révolutionnaires !

Au sein des organisations stalinienne, vous n'en avez aucun. Hors d'elles, tout vous est permis. C'est maintenant que votre vie politique peut commencer vraiment.

Le dévouement et le courage, vous les avez. Les idées politiques qui vous manquent, vous les acquerez vite une fois hors de l'étouffoir idéologique stalinien. A partir d'aujourd'hui, la classe ouvrière peut entendre vraiment parler de vous !

« Voir Ouvrière » organise le vendredi 12 mars, à 20 h 30, à la Mutualité, salle C, une réunion publique sur les rapports entre les intellectuels et le prolétariat, entre les intellectuels et le parti révolutionnaire.

Venez-y nombreux. Nous n'avons pas de pierre philosophale à vous offrir : nous sommes des militants actifs sur le travail d'entreprise, nous pouvons seulement vous offrir notre expérience.

Car, avec un peu de réflexion et de travail, vous pourrez être un facteur déterminant de la renaissance en France d'un mouvement communiste révolutionnaire.

AUX ETUDIANTS ET AUX INTELLECTUELS COMMUNISTES

Avec le Congrès des Etudiants Communistes va prendre fin une tentative de réformer le mouvement stalinien de l'intérieur. Prendre fin et échouer !

Et pourtant cette tentative, celle des étudiants communistes cherchant à s'expliquer le phénomène stalinien, paraissait avoir des chances de réussir. Mais l'appareil du P.C.F. a brisé les reins à bien d'autres oppositions. Par exemple Clarté fut défilé, il y a 40 ans, bien que dans de tout autres conditions, un organe d'opposition au stalinisme de la jeunesse intellectuelle communiste. Et il n'y eut pas d'opposition qu'en milieu étudiant.

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire contre le stalinisme ? S'IL N'Y A RIEN A FAIRE C'EST UNIQUEMENT AU SEIN DES MOUVEMENTS STALINIENS, CAR IL Y A UNE VOIE UNE VOIE QUI CONSISTE A CONSTRUIRE UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE INDEPENDANTE.

MAIS POUR CELA IL VOUS FAUDRA GAGNER A VOS IDEES LES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES (UN CERTAIN NOMBRE EST AU P.C.F. ET UN PLUS GRAND NOMBRE EST AU DEHORS).

VOIX OUVRIERE

Journal révolutionnaire édité par des militants d'entreprises organise sur ce problème, celui des rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière, entre les intellectuels et le parti révolutionnaire.

UNE REUNION PUBLIQUE

Le vendredi 12 mars à 20 h. 30 à la Mutualité (Salle C)

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

UNE NOUVELLE GUERRE ENTRE ETUDIANTS

Sous ce titre, le journal d'extrême-droite « Aux Ecoutes » du 25-2-65, raconte, à sa manière, certaines des bagarres qui ont eu lieu ces temps derniers au Quartier Latin :

Mercredi 10 février, un groupe d'étudiants communistes a pénétré dans le hall de la nouvelle Faculté de droit, en compagnie d'une dizaine d'ouvriers trotskistes, habituellement chargés de la distribution du journal La Voix ouvrière.

Fort d'une quarantaine d'hommes, ce commando a courageusement attaqué le responsable du service de copie de la corpo de Droit, d'un coup de poing, et a touché un, la victoire

était facile : roué de coups, atteint à la tête par une barre de fer, le responsable dut être transporté d'urgence à l'hôpital Cochin...

Des repréailles étaient à craindre. Elles se sont produites, en effet.

Dès le lendemain, vers midi, quel que soient des étudiants en Droit se sont rendus au restaurant universitaire Mazet pour y retrouver les agresseurs et venger leur camarade.

La bagarre, qui fut d'une violence rarement atteinte au Quartier Latin, s'est soldée, outre d'importants dégâts matériels, par plusieurs étudiants sérieusement blessés. Il s'agissait répétons-le, d'une riposte et non pas, comme l'a dit un journal du matin réputé pour son conformisme, d'un « raid de blousons noirs ».

Quelques jours plus tard, près de 15.000 brochures relatives à l'allocation d'étudiants ont été dérobées au siège de l'U.N.E.F. Faut-il y voir d'autres repréailles ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. Mais une chose est certaine : la responsabilité de ces graves incidents appartient aux « Chi-nois » de l'U.E.C. Nous pouvons révéler qu'un ancien membre des réseaux de soutien au F.L.N. (« Jeune Résistance ») et du F.U.A. (« Jeune Résistance ») a été chargé de relancer l'action « directe ». Ils ont, pour cela, fait alliance avec les trotskistes, violant ainsi les consignes du P.C. Par la faute de ces excités, en mal de révolution, le Quartier Latin va de nouveau connaître la guerre entre étudiants. Qui en profitera, sinon le pouvoir, si habile à manier la pro-

voication, si prompt à exploiter les divisions ?

La vérité est que des étudiants fascistes tentent périodiquement d'interdire la vente ou la diffusion de la presse « marxiste » au Quartier Latin et que les militants de Voix Ouvrière n'ont pas l'habitude de se laisser faire. Les militants de l'U.E.C. et de l'U.N.E.F. non plus, d'ailleurs. Ce qui explique que si une « guerre entre étudiants » avait lieu au Quartier Latin, l'extrême-droite n'aurait sûrement pas le dessus.

Mais « Aux Ecoutes » peut se rassurer : dorénavant, l'U.E.C. ne bravera plus les consignes du P.C. en faisant alliance avec les trotskistes.

Tout le monde est sans doute satisfait !

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armées se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité main-tenue et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale soviétique dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décapité les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. D'autres s'accrochaient désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautaient d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

VOIX OUVRIÈRE

- veut :
- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

20 ANS D'HISTOIRES RENAULT

(à suivre)

Comme nous l'avions annoncé, nous avons entrepris, depuis un certain temps, de raconter les grands et petits événements de la vie de la Régie Renault à Boulogne-Billancourt depuis la fin de la guerre.

La dernière fois nous avons publié le récit d'un témoin des bagarres qui s'étaient déroulées sur la Place Nationale en janvier 1951.

Cette fois-ci, il s'agit de la « grève » du 12 février 1952. Nous mettons des guillemets à grève car il faut préciser qu'il n'y eut, en ce jour de grève « générale » que quelques centaines de grévistes à Renault Billancourt (40.000 ouvriers).

A cette époque en effet, où le mouvement ouvrier était plutôt dans le creux, le P.C.F. n'hésitait pas à lancer ses troupes — plutôt ses militants dans des mouvements inconsidérés et aventureux — comme il dirait aujourd'hui.

La grève du 12 février 1952

Comme chaque année, le P.C.F. et ses organisations filiales (C.G.T., U.J.R.F., Femmes françaises, etc...) s'approprièrent à commémorer la riposte ouvrière à l'attaque fasciste de 1934, mais le Gouvernement nous a toujours habitués — plutôt ses militants dans des mouvements inconsidérés et aventureux — comme il dirait aujourd'hui.

Le P.C. protesta. Des « personnalités » s'associèrent à cette protestation et la presse stalinienne prétendit que « de partout montait la protestation populaire ». En fait, personne ne s'inquiétait de la commémoration du 12 février.

A la fin de la semaine précédente du 12 février, une affluente fut appesée dans l'usine qui, au nom des ouvriers des forges, lança un appel à la grève pour le 12 au cas où l'interdiction de la manifestation du 10 serait maintenue. Personne à l'usine ne fut dupe de ce bluff. F.O. opposa une affluente affirmant que l'Assemblée générale qui avait pris cette décision réunissait 6 personnes sur 1.200. Le chiffre de 6 n'a pu être vérifié, il est probablement en dessous de la vérité mais il est bien certain que la décision de grève n'a été prise que par une infime minorité.

Aussiôt, l'Union des syndicats C.G.T. reprit l'affaire et lança le mot d'ordre de grève générale pour le 12. Et toute la presse du P.C.F. fit chorus.

Le dimanche 10, la Préfecture de Police mobilisa des contingents importants de C.R.S. Paris était comme en état de siège. Comme prévu aucun incident n'eut lieu. A Boulogne, tous les murs furent couverts d'affiches et d'inscriptions au minimum, à la chaux et au soudron « grève le 12 comme en 34 ».

Le lundi matin 11 février, des tracts du P.C.F. et de la C.G.T. appelaient les ouvriers à faire grève le lendemain mais ne donnaient aucune directive précise : « Arrêtez tout travail, occupez l'usine, se rassembler quelque part ? Aucun mot d'ordre. Les ouvriers étaient très étonnés d'un tel dévoiement de propagande pour préparer la grève. Aucun n'avait envie de faire cette grève et tous-étaient persuadés de son échec.

Dès la semaine précédente, les militants du P.C.F. avaient essayé d'échauffer l'atmosphère par quelques réunions mais elles n'eurent aucun écho. Seuls quelques ouvriers assistèrent en curieux à la veille de la grève, une réunion fut organisée par la C.G.T. dans le hall de l'A.O.C. (atelier d'outillage central). Lacaze indiqua toutes les raisons qui justifiaient cette grève et préconisa la formation de comités de grève pour le lendemain. L'assistance était fort peu enthousiaste.

Le 12 au matin, en arrivant à la Place Nationale pour prendre le travail, les ouvriers se heurtèrent à une barricade faite de plusieurs camions autour desquels étaient entassées des ferrailles de toutes sortes. Personne n'avait idée de faire grève et si quelques éléments isolés avaient pu se poser la question, leur hésitation avait été vite dissipée en voyant que les « métrés » marchaient normalement. A la vue de la barricade évidemment certains ouvriers hésitèrent mais pas longtemps. Le P.C.F. qui sentit le besoin de se justifier, prétendit dans un tract distribué après le 12, que c'est pour riposter à un « attaque » de la direction que la barricade fut élevée. En réalité, la barricade fut montée pour essayer d'influencer les ouvriers et les faire renoncer à aller au travail. C'est dire que l'atmosphère n'était pas à la grève. De ce côté, il y eut quelques accrochages entre l'infime minorité de grévistes (4 à 500) et la grosse majorité de non grévistes. La grosse majorité des ouvriers était décidée à aller au travail mais voulait éviter les bagarres. Dès qu'un accrochage avait lieu, de nombreux ouvriers en pro-

d'hui ou des centaines de milliers de travailleurs participent aux grèves. Les militants devaient se retrouver isolés et servir de cible à la répression patronale.

Cette grève du 12 février 52 ne devait manifester pas être suivie par les travailleurs, c'était prévisible, d'autant qu'à l'époque — celle de l'affaire Ridgway, des « U.S. go home » et de la lutte contre le Coco-Cola (sic) — les travailleurs se méfiaient beaucoup des grèves politiques conduites par le P.C.F.

Pour amener quand même les travailleurs de la Régie à entrer en mouvement le P.C.F. décida d'employer les méthodes les plus rudes, dont la bataille rangée avec la police, en spéculant sur le fait que l'hostilité traditionnelle — et traditionnelle — existait entre les travailleurs vis-à-vis de la police les amènerait à prendre parti dans une telle bataille. Ce n'est que

fitaient pour se glisser sans histoire. Comme la Direction avait fait ouvrir toutes les issues, à l'heure du travail, peu d'ouvriers n'étaient pas à la machine.

Toute la matinée, les militants du P.C.F. se lancèrent à l'assaut de la Place Nationale et même en érigèrent quelques-unes dans l'usine afin d'arrêter le trafic de camionnage à l'intérieur de l'usine.

La plupart des ouvriers s'attendaient à des bagarres à la Place Nationale, mais les militants de la Régie par le Comité d'Entreprise, étaient fermés. Pendant que les ouvriers sortaient avenue Emile-Zola à la recherche d'un restaurant, ou plutôt d'un casse-croûte, des grévistes amorceaient la construction d'une barricade avec des matériaux divers pris au chantier d'une cantine en construction.

Les files, massés aux environs, voulaient débayer la chaussée. C'est alors que la bagarre éclata. Des grévistes montèrent sur les toits, les autres se réfugièrent dans les caves et les sous-sols de la C.G.T. et du P.C.F. Des briques, des boules et autres projectiles alimentaient les combattants en munitions. Sur un toit, un groupe de grévistes faisait la chaîne pour découvrir le toit et balancer les tuiles sur les policiers.

En bas, des grévistes allaient chercher des matériaux sur les chantiers tandis que d'autres, cassaient les briques ou les pierres tout lourds pour ravitailler les combattants.

Quelquefois, les files chargées de grévistes s'éclipsaient mais ceux qui étaient sur les toits obligeaient la police à battre en retraite. Beaucoup d'ouvriers ayant travaillé le matin étaient venus en curieux. Certains d'entre eux avaient plaisir même à jeter les pierres et les briques en direction des policiers qui avaient manifestement l'ordre de ne pas rentrer dans l'usine, la Direction craignant probablement — à juste titre — que cette intrusion déclenche une riposte de l'ensemble des travailleurs.

Les files repurent par ci par là une bonne correction. Sur la Place Nationale, tout était calme. Le foyer de la bagarre se tint à l'angle de la rue Yves-Kermen et de l'avenue Emile-Zola où, à un moment donné, un camion fut renversé par les combattants pour mieux s'abriter. Le camion du reste servit d'abri, alternativement, aux grévistes et à la police.

Des ouvriers furent pris en fourchette, furent arrêtés et relâchés le soir. Ils furent donc, les grévistes obligèrent les files à reculer. Ceux-ci, qui étaient nettement en état d'infériorité du fait qu'ils étaient dans la rue alors que les manifestants pouvaient se dissimuler dans l'usine et sur les toits, se replièrent dans une situation contre-attaquant, aux larmoyantes. Les gaz pénétrèrent dans les ateliers où les ouvriers cessèrent le travail.

A 13 heures, la bataille durait toujours et, vers 13 h. 30, un ordre de la Direction indiqua que tout le monde quitterait à 13 h. 30 et serait payé jusqu'au soir.

Un moment après le combat finit faute de combattants. Les stalinistes descendirent des toits, craignant probablement que la police ne rentre dans l'usine après l'évacuation des toits ; la police disparut de son côté.

« L'ordre » étant rétabli, un nouvel avis de la Direction précisait que le travail continuait jusqu'à 6 h. Néanmoins, ceux qui étaient sur le point de s'en aller, partaient. Vers 17 h. 30, tout était calme, les stalinistes départèrent une partie de la Place Nationale, érigèrent une barricade qui n'aurait servi à rien en cas de bagarre car il suffisait de faire un écart de quelques mètres pour la contourner, mais qui permit au secrétaire du syndicat C.G.T. Linet, député communiste d'Issy-les-Moulineaux, de s'en servir comme tribune et de poser pour les photographes de l'Humanité.

Par contre, dès le lendemain, la Direction commença la contre-

attaque par des licenciements. Le jeudi soir 14 février à 18 h., des ouvriers (une soixantaine) se virent signifier leur licenciement. Puis le vendredi 15, toujours à 18 h., une autre liste de licenciés fut dressée. Il y en eut 271 en tout.

Le jeudi 18 février, en se rendant à leur travail, les ouvriers furent désagréablement surpris de voir des dizaines de camions de policiers massés dans Boulogne, sur la route de la Porte St-Cloud et du Bois de Boulogne.

Les staliniens ne bronchèrent pas. La C.F.T.C., tout en indiquant qu'elle n'avait pas participé à la grève, s'élevait contre les licenciements dont la plupart étaient arbitraires et illégaux puisque les intéressés n'étaient pas admis à présenter leur défense.

Dans la semaine, les staliniens firent quelques réunions à l'intérieur de l'usine. La consigne était que les licenciés continuent à travailler et qu'en tout cas, la direction ne voudrait pas leur donner de travail, l'ensemble des ouvriers devait débayer. Quelques débrayages d'une demi-heure, une heure eurent lieu en signe de protestation. Par-ci, par-là, des « délégués » furent nommés pour aller protester aux directions du département.

Les ouvriers désapprouvaient les licenciements, ils désapprouvaient également l'attitude du Gouvernement qui fit stationner d'importants contingents de police aux abords de l'usine du lundi 18 au vendredi 22 février. Mais l'ensemble des ouvriers n'était pas décidé à tenter une action de large envergure contre les licenciements car ils estimaient stupide l'attitude des comités qui lancent des mouvements inconsidérés, uniquement pour entretenir leur propagande sans souci des conséquences pour l'ensemble des travailleurs.

Les licenciements, ils désapprouvaient également l'attitude du Gouvernement qui fit stationner d'importants contingents de police aux abords de l'usine du lundi 18 au vendredi 22 février. Mais l'ensemble des ouvriers n'était pas décidé à tenter une action de large envergure contre les licenciements car ils estimaient stupide l'attitude des comités qui lancent des mouvements inconsidérés, uniquement pour entretenir leur propagande sans souci des conséquences pour l'ensemble des travailleurs.

A LA C.I.T. suite de la page 2

Pour imprimer des tracts, cela coûte cher, même si l'on ne paye pas les distributeurs, et l'argent afflue en ce moment à cette organisation dirigée par des individus émergeant aux fonds secrets.

Dans quel but cet assaut de propagande ? Semer le doute dans l'esprit des travailleurs, discréditer les syndicats qui mènent l'action et aider en cela le gouvernement et les patrons qui se sont vantés de casser les syndicats.

Quels sont ceux qui les suivent ? Quelques jeunes sans expérience séduits par la phraseologie révolutionnaire de leurs dirigeants qui les trompent. Certains peuvent être trompés, mais pas tous, pour le cas de celui qui a été licencié, il continue son mauvais travail, semant le doute et empêchant les dirigeants syndicaux de mener le mouvement dans l'union et l'unité.

Peut-être d'ailleurs a-t-il une place toute prête pour continuer son sale boulot ailleurs, car ce n'est pas qu'à la C.I.T. que cela se passe. D'où leurs mots d'ordre inconsidérés : on ne reprend pas le travail, les délégués sont des mous et des incapables, ce n'est pas quarante heures trente payées quarante-huit, c'est quarante heures payées quarante-huit, ce n'est pas 4 %, c'est 10 % tout de suite, grève générale et illimitée, les délégués sont des professionnels de la revendication. Paroles que les délégués s'entendent dire par la direction, ceux à « Voix Ouvrière » apprennent ainsi de l'eau au moulin de la direction.

Quant aux « grévistes », demandez aux travailleurs du groupe « Thomson », après une trentaine de débrayages, ils ont obtenu des augmentations de 7 à 9 % après trois mois de luttes.

Nous espérons que le personnel de la C.I.T. fera l'accueil qu'il convient à ceux qui viennent distribuer leur sale torchon. Quant aux délégués, ils n'ont rien à se reprocher, ayant défendu et protesté suffisamment contre l'arbitraire de la direction pour le licenciement abusif qui a été prononcé.

Méritez 21 à la réunion mensuelle des délégués, la direction a persisté dans son refus de modifier les formes d'application de la note de service.

Notre organisation syndicale, consciente de défendre les intérêts des travailleurs sur ce qu'ils veulent voir aboutir, proposera pour le mois prochain des formes d'action appropriées.

Dès la semaine prochaine, des contacts seront pris avec le personnel par service, bureau, afin d'envisager ensemble les moyens de faire céder la direction.

Il est clair que la direction syndicale a pris peur même des grèves d'une demi-heure qu'elle avait commencé à organiser, et qu'elle renvoie la poursuite de la lutte aux calendes.

Les grèves tournantes nous avaient habitués à un schéma simple : dans un premier temps, grèves tournantes, dans un second sanctions patronales, dans un troisième temps, ces sanctions, et lorsque celles-ci étaient levées, la C.G.T. criait alors à la victoire. Cette fois-ci, il n'y eut même pas de lutte contre la sanction qui frappait un ouvrier.

Mais si les travailleurs de la C.I.T., à travers cette expérience, ont pris conscience de la nécessité de s'organiser eux-mêmes, de ne plus compter sur les « grandes organisations » incapables en fait d'organiser et de diriger une lutte, le bilan de cette expérience ne sera pas négatif.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le samedi de 12 à 17 heures.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 11 à 20 heures.

XI^e arrondissement : Café « Le Dumas », 201, boulevard Voltaire. Métro : Boulets-Montreuil, le mercredi de 17 h 30 à 20 heures.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

● BANLIEUE :

LEVALLOIS : Café « Chez René », 20, rue Baudin. Métro : Pont de Levallois, le mercredi de 17 à 19 heures.

● PROVINCE :

GRENOBLE : Café « D'Autrans » 5, cours Berriat, les mardis 16 et 30 mars, de 17 h. 30 à 19 h. res.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 12 à 20 heures.

MARSEILLE : « Bord de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le vendredi, de 18 à 20 heures.

SAINT-CHAMOND : Café « Idéal-Bar », 41, rue Gambetta, les jeudis 11 et 25 mars, de 18 heures à 19 h. 30.

SAINT-NAZAIRE : Café « Les Tilleuls », 35, boul. Gambetta. Tous les samedis, de 16 à 18 h.

TOULOUSE : Café « Valade », 39, rue Valade, les jeudis 11 et 25 mars, de 17 h. à 18 h. 45.